

N° 80 - JUIN 1970
« LE PEUPLE BRETON »
mensuel
Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS
Ordinaire : 10 F
Etranger (par avion) : 15 F
De soutien : à partir de 15 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE 1^F BRETON UDBN

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

FAUT-IL EVACUER LORIENT ?

Le 7 mai, « Le Monde » publiait un article de M. Jacques Pélissier, préfet de la « Région de Bretagne », qui faisait suite à un article précédent de M. Guellec, correspondant du « Monde » à Lorient. Notons dès maintenant que M. Guellec aurait été « invité » à se présenter à la sous-préfecture de Lorient, à ce sujet...

Voici le texte du préfet :

« De cet article, on peut retenir que les jeunes Lorientais doivent, pour trouver un emploi, s'expatrier en Allemagne. L'opération de jumelage entre Lorient et Lud-

wigshafen n'a jamais eu pour but de recruter de la main-d'œuvre en Bretagne. Je tiens à exprimer mes plus expresses réserves sur les conclusions erronées qu'une opinion publique mal informée pourrait retirer d'un tel article.

« Pourquoi ne pas dire plutôt, ce qui est simplement la vérité, que d'importantes entreprises de Lorient offrent actuellement des emplois et que dans le même temps une grande usine d'automobiles de Rennes a entrepris l'embauchage de trois mille ouvriers ? Rennes n'est qu'à 150 kilomètres

de Lorient. Le choix n'est donc pas entre Sochaux et Ludwigshafen. »

A notre tour, nous relevons dans cet article trois points principaux :

1 — « Une opinion publique mal informée » : Nous sommes sensibles à cette allusion qui rejoint les analyses constantes de l'Union Démocratique Bretonne, et à cette proposition d'une belle générosité : « pourquoi ne pas dire plutôt, ce qui est simplement la vérité »... Dans cette optique,

rejoignant le souci officiel de dialogue, de participation, de concertation, d'ouverture, M. le Préfet, nous vous en prions, invitez donc les responsables locaux de l'Agence nationale de l'Emploi en Bretagne à publier chaque mois le nombre de demandes et d'offres d'emplois dans la région, agrément éventuellement d'un minimum de précisions sur la nature de ces emplois.

La télévision « régionale » reprendrait certainement ces chiffres pour le plus grand

(Suite page 3)

LE PAYS DE REDON NE VEUT PAS MOURIR

Un climat de panique règne dans la population du pays de Redon depuis qu'a éclaté l'affaire Garnier. Avec la crise de l'usine Jean Garnier, c'est tout le sous-développement du pays de Redon qui s'est révélé au grand jour.

QUE DEVIENT L'AFFAIRE GARNIER ?

Dans notre dernier numéro, nous avons expliqué qu'en raison d'orientations économiques et d'une gestion

déplorable, l'usine Jean Garnier avait été mise, début avril, sous curatelle et que la durée du travail hebdomadaire avait été abaissée de 47 h 30 à 40 heures, réduisant les salaires de 20 à 25 % et laissant craindre le chômage massif.

Vers la mi-mai, l'usine était mise en règlement judiciaire : une décision devait être prise dans les 15 jours.

Les banques, sur la pression du gou-

(Suite page 4)



LE 27 MAI A CARHAIX

LA JOURNÉE DU 27 MAI :

« LE FINISTÈRE VEUT VIVRE »

(Voir page 3)

Poudrerie de Pont-de-Buis

(Voir page 7)

Edito

Un flot de promesses et d'informations démagogiques s'est répandu sur la Bretagne le mois dernier :

- Le président Pompidou intervient au Conseil des ministres pour déclarer que « Brest doit devenir un grand pôle d'industrialisation et d'attraction » en soulignant l'importance des côtes bretonnes dans une Communauté économique européenne à laquelle appartiendrait la Grande-Bretagne ;
- Le préfet du Finistère, un peu plus tard, remet à la presse un document dans lequel il affirme que les décisions gouvernementales du 9 octobre 68, qu'il appelle le plan breton — un plan squelettique — sont en bonne voie de réalisation. Sans aucune espèce de honte, il s'étend sur les créations du complexe pétrolier, après que le port pétrolier-relais a été refusé aux Brestois. Quant au plan routier, contrairement à ses affirmations, il n'est pas près d'être réalisé ; même « Ouest-France » notait dans le numéro du 28 mai : « A la cadence actuelle de financement, si on considère que plus de 1 200 millions de travaux restent à réaliser, il faudra un minimum de dix à douze ans pour achever la réalisation du programme routier breton. Et pourtant, cet achèvement avait été solennellement promis pour 1975 » ;
- Duhamel, ministre de l'Agriculture, assure que l'avenir de la Bretagne, c'est l'exportation dans le cadre du Marché commun ;
- Chalandon, ministre de l'Équipement et du Logement, le lendemain même de la journée finistérienne du 27 mai, vient faire à Brest une visite destinée à calmer les esprits et, une fois de plus, donner des assurances sur la réalisation du « plan breton ».

Pourquoi toutes ces interventions ? C'est que le mois de mai a révélé une Bretagne qui recommence à bouger dangereusement : un meeting de 10 000 personnes à Redon et surtout le Finistère entier (paysans, ouvriers, enseignants, étudiants) uni dans la défense de l'emploi. Des prises de conscience se révèlent qui peuvent être dangereuses pour le pouvoir. Le gouvernement tend alors la carotte : la technique était au point du temps du général de Gaulle, elle est la même sous Pompidou.

Il est nécessaire de rester vigilant, de démystifier le rôle du gouvernement et de poursuivre l'action. Dans la lutte contre le sous-développement de la Bretagne, il faut signaler le rôle de pointe joué par le Finistère (qui pour être le département le plus bretonnant n'en est pas moins dynamique, cinglant démenti pour ceux qui ne voient dans la langue bretonne qu'obscurantisme). L'action ne doit pas rester limitée au seul département du Finistère. C'est la Bretagne tout entière qu'il faut sauver. Beaucoup des orateurs des quatre rassemblements finistériens l'ont signalé, se plaçant sur le plan de la « région » et souvent désignant la Bretagne sous ce terme. (Malheureusement, les syndicats sont encore trop habitués à se placer sur le plan de l'hexagone, faisant le jeu d'une fausse solidarité entre « régions » riches et « régions » pauvres). Les autres départements bretons doivent suivre l'action du Finistère. A tous ceux qui sont conscients de la gravité de la situation d'œuvrer dans ce sens.

Rappelons sans cesse aux Bretons que sous les éternelles promesses se met en place une politique bien définie : le régime réduit la Bretagne à la double fonction de parc touristique et de région militaire, en se servant de sa population comme réservoir de main-d'œuvre :

- Des exemples de la déportation de la main-d'œuvre coloniale bretonne se voient tous les jours. Ainsi cette affiche, vue récemment à la mairie de Larmor-Plage, demandant des ouvrières pour Jersey : « Les ouvrières seront logées et protégées », tandis qu'une note affichée à la mairie de Caudan demandait également des Bretonnes pour Jersey, les propriétaires de l'île se proposant de se déplacer s'il y avait assez de demandes. (Plus amples précisions, page 10).
- Exemple typique de colonisation touristique : la presqu'île de Rhuy, où, par l'intermédiaire de la SATMOR (Société d'Aménagement Touristique du Mor-Bihan, dirigée par Paris et de gros banquiers), de nombreux travailleurs sont expulsés au profit de touristes fortunés qui viendront y habiter seulement quelques mois par an :
 - plusieurs dizaines de familles paysannes sont expropriées, sans qu'on leur propose de travail, et beaucoup sont âgés. Leurs terres sont achetées 10 à 60 centimes le m² pour les moins bonnes et jusqu'à 6,00 F pour les meilleures qui seront revendues 70,00 F !
 - la pêche et l'ostréiculture sont saccagées.

Nos forces vives s'en vont, victimes du système capitaliste et colonial. Alors que tant de Bretons voudraient trouver du travail sur place, c'est une insulte que Pléven leur a lancé à la figure dans son discours de Fougères du 10 mai, déclarant que « dans plusieurs secteurs géographiques ou professionnels [l'industrie de la Bretagne] manque de main-d'œuvre » et mettant les départs des travailleurs sur le compte du « caractère très ancien des mouvements migratoires et du « manque d'information de notre jeunesse » !



LA VIE DU PARTI

REUNION DU COMITE DIRECTEUR

Le Comité directeur de notre parti s'est réuni le 24 mai. Appliquant les méthodes de travail désormais habituelles, le C.D. s'est constitué en commissions le matin ; et, l'après-midi, réuni en assemblée plénière, il a examiné la situation politique bretonne ; il a ensuite adopté quelques mesures préparées par ces commissions : notamment, dans le domaine des affaires extérieures, des orientations de travail précises ont été données aux sections. Par ailleurs, le Comité directeur a choisi divers textes qui nous aideront à mieux faire connaître aux travailleurs et aux démocrates de notre pays, les raisons de notre combat.

SECTION DE BREST-CENTRE

La section de Brest-Centre :

- a participé avec les nombreuses organisations de gauche « hexagonales » à une distribution massive de tracts et à un meeting contre la loi dite « anti-casseurs » ;
- a apporté son soutien à la journée finistérienne du 27 mai par un communiqué dans la presse ; a pris des contacts à l'échelle départementale sur le problème de plus en plus grave du sous-emploi en Bretagne ; a fait une active campagne d'affichage dénonçant l'exode des travailleurs ;
- progresse régulièrement dans ses quotas de vente et d'abonnements ;
- a fait deux réunions publiques, l'une à Plougastel-Daoulas, l'autre au lycée de Kérichen-Brest, sur l'invitation du groupe « Ni » du lycée : à cette dernière réunion, nos camarades, développant le thème « Bretagne = Colonie », ont trouvé un public ouvert et sensibilisé au problème colonial breton.

SECTION DE BREST-RECOUVRANCE

Le mois passé, la réflexion politique a porté sur l'étude de la charte du Parti. Par ailleurs, en plus des activités militantes habituelles, des réunions ont eu lieu avec les syndicats et partis de gauche, pour préparer la manifestation contre la loi « anti-casseurs ».

Cette manifestation eut lieu le 28 avril et fut couronnée de succès. Les contacts ont été poursuivis, et un tract signé des organisations syndicales, politiques, démocratiques, a été distribué sur tout le Finistère, les deux sections brestoises de notre Parti étant chargées de la distribution sur Saint-Pierre et Recouvrance.

REUNION PUBLIQUE A LA MAISON DU PEUPLE DE BREST

Le jeudi 21 mai, la section avait organisé à Brest, à la Maison du Peuple, une réunion sur le thème « Pourquoi un parti breton de gauche ? ». A cette occasion, la section avait demandé le concours du camarade Leprohon,

de la section de Brest-Centre. Bien qu'annoncée uniquement dans deux entreprises brestoises, la réunion rassembla une cinquantaine de personnes. Après avoir rappelé le caractère colonial de l'exploitation à laquelle la Bretagne est soumise, le camarade Leprohon démontra la nécessité de l'existence de notre Parti. A la suite de l'exposé, de nombreuses questions furent posées, et des contacts furent pris.

SECTION DES COTES-DU-NORD

Fixation des quotas de la section, réflexion sur la charte du parti ont été l'objet de l'une de nos réunions bi-mensuelles. La deuxième a consisté à travailler avec des sympathisants, sur le thème « Raison d'être et options de l'U.D.B. ».

En plus de la création, du contrôle régulier des dépôts en kiosques et des collages, la section a eu l'occasion de transmettre à « Ouest-France » un communiqué traduisant son indignation devant les propos formulés à Fougères par Pléven, propos qui, entre autres, voyaient « l'industrialisation de la Bretagne connaître un incontestable renouveau » (!)

SECTION DE LORIENT

La section de Lorient :

- a augmenté ses ventes du « Peuple Breton » ;
- a porté à Lorient, Larmor-Plage, Lanester et Port-Louis 400 affiches dénonçant les conséquences de l'évolution actuelle du capitalisme en Bretagne, particulièrement sensibles dans la région de Lorient ;
- a pris des contacts avec le Parti Communiste, le P.S.U., la C.G.T., la C.F.D.T. le foyer du Jeune Travailleur et certains membres du Parti Socialiste pour connaître les réactions provoquées par le départ de jeunes Lorientais pour Ludwigshafen.

SECTION DE PARIS

La section de Paris a tenu dans le mois quatre réunions.

Une augmentation des ventes des journaux est à noter. Plusieurs ventes à la criée ont eu lieu. La section a vendu le journal au récital de Glenmor et tenu un stand au pardon d'Athis-Mons. L'U.D.B. est maintenant bien implantée dans la banlieue-sud de Paris.

De nombreux contacts avec des sympathisants ont eu lieu et une réunion est prévue pour eux.

La section se développe actuellement, tant au point de vue du nombre de militants que du point de vue des activités.

SECTION DE RENNES

Outre le travail ordinaire (collages, contacts divers...) la section a, entre autres :

- fait à Villejean une collecte « soutien du peuple breton aux peuples kmer, lao et vietnamien » ;
- augmenté ses points de vente ;
- fait de nouveaux dépôts du journal à Rennes et à Vitry.

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

Les lecteurs doivent montrer que leur journal, c'est leur chose, s'ils veulent qu'il vive. Et il ne s'agit pas seulement pour le « Peuple Breton » de vivre, il lui faut prospérer. Songez à tous nos compatriotes à qui nous avons ouvert les yeux. Songez aux scandales de l'exploitation capitaliste que nous dénonçons. Avec nos 5 000 exemplaires, nous avons déjà beaucoup fait pour la Bretagne. Nous avons un rôle irremplaçable à remplir. Lecteurs, notre combat est le vôtre et vous le savez. Aidez-nous !

TROISIEME LISTE

Y. D. 94 - La Queue-en-Brie	10 F
T. 22, Ploumilliau	5 F
Anonyme, Rennes	39 F
Anonyme, Vannes	50 F

Anonyme, Vannes	50 F
Anonyme, Rennes	45 F
Anonyme, Châteaulin	4 F
Anonyme, Concarneau	10 F
Anonyme, Plougonven	10 F
Anonyme, Clamart « que votre lutte à tous les niveaux s'intensifie pour que le pouvoir vacille et que le socialisme s'installe »	5 F
Morvanou François, 78 - Bihorel « Le Peuple Breton » s'améliore sans cesse »	10 F

TOTAL de la 3 ^e liste	238 F 50
Report de la liste précédente	380 F
TOTAL	618 F 50

Faut-il évacuer LORIENT ?

(suite de la page 1)

bien de « l'opinion publique mal informée ».

2 — « D'importantes entreprises de Lorient... »

Une petite remarque : des entreprises peuvent être importantes et proposer peu d'emplois. C'est bien ce qui se passe à Lorient. *FIN AVRIL, L'AGENCE DE L'EMPLOI PROPOSAIT 65 EMPLOIS POUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE QUELLE « COUVRE », C'EST-A-DIRE CINQUANTE COMMUNES.*

Il faut noter encore que parmi les emplois proposés, il y a des postes de secrétaires qualifiés — qu'on ne trouve pas facilement à Lorient, à cause des salaires proposés, nettement inférieurs à ceux de Rennes ou Nantes —. Cela diminue donc le nombre d'emplois qui peuvent intéresser réellement les demandeurs actuels à Lorient. De plus, certains entrepreneurs du bâtiment seraient, dit-on, prêts à embaucher des ouvriers qualifiés, mais leurs propositions ne sont pas très fermes actuellement à cause du resserrement du crédit.

A part ces offres d'emplois plus ou moins fictives, il reste donc un nombre dérisoire d'emplois réels dont ceux de la S.B.F.M. qui demande à celui qui cherche du travail d'être jeune, en bonne santé et courageux... On ne cherche dans ce cas aucune qualification. Cela rejoint le fait que sur le nombre d'emplois proposés, il y en avait seulement TROIS correspondant à la qualification de technicien. C'est tout.

On peut comparer ce chiffre à l'effectif des établissements scolaires de Lorient : plus de 3 000 au seul lycée Dupuy-de-Lôme, sans parler du lycée technique, des C.E.S., des établissements privés.

Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions, de l'intérêt porté AUX PROPOSITIONS DE LUDWIGSHAFEN par les jeunes, certains directeurs d'établissements scolaires et par le directeur du Foyer du Jeune Travailleur. Celui-ci, qui ne semble pas avoir l'habitude de jouer les autruches, s'est vu reprocher par M. le Sous-Préfet de Lorient, non d'avoir permis le contact des jeunes avec Ludwigshafen, MAIS DE L'AVOIR FAIT SAVOIR... « Pourquoi ne pas dire simplement, ce qui est la vérité »...

Enfin, chacun sait à Lorient que le nombre de demandeurs d'emplois est de l'ordre de 2 000. Certes, parmi ces demandeurs, il y a des gens dont le « reclassement » présente des difficultés (par exemple, les femmes enceintes, les travailleurs de santé déficiente, les personnes sans qualification).

Certes, aucun organisme ne dispose actuellement de moyens suffisants pour être constamment en contact avec les entreprises. On peut le regretter... qui en est responsable?... Ainsi aucun nombre d'emplois disponibles, cité par qui que ce soit, n'est rigoureusement exact.

Mais, en gros, à Lorient, il y a donc 2 000 demandes et seulement quelques dizaines d'offres.

3 — « ...Une grande usine d'automobiles de Rennes a entrepris l'embauchage de trois mille ouvriers ? Rennes n'est qu'à 150 kilomètres de Lorient. »

Nous venons de voir l'extraordinaire disproportion entre le nombre d'offres d'emplois et le nombre de demandes.

En tenant compte de la situation réelle, la seule proposition positive de M. le Préfet

est ainsi objectivement le départ de centaines de Lorientais vers Rennes. D'où le titre de cet article.

Remarquons la précision de l'invitation au voyage vers Rennes : Citroën est pratiquement désigné. Constatons au passage que cet établissement, pourtant connu, n'attire pas les chômeurs bretons !... Mal informés, les Bretons connaissent cependant les méthodes de cette maison, souvent dénoncées par les syndicats. D'ailleurs, il faut croire qu'elles sont connues et considérées comme détestables, même par certains services officiels, puisque de Gaulle, lors de son dernier voyage en Bretagne, y avait fait une allusion défavorable devant M. Bercot à la réunion de la CODER (après une intervention d'un syndicaliste C.G.T., et dans le même sens que celui-ci...). Belle performance à l'actif de Citroën !

Notons que le même M. Bercot vient d'être nommé à la même CODER comme « personnalité qualifiée », désignée par le gouvernement...

Apparente contradiction pour la continuité gaulliste ?...

UN POINT DE VUE DE JEUNES

Non décidément, il est difficile de dire qu'une solution véritable, qui tienne compte des intérêts réels des travailleurs lorientais, leur soit proposée aujourd'hui ! De nombreux Lorientais en prennent conscience. Les Jocistes de la région, par exemple, réunis le 24 mai 1970 à Lorient, « exigent une orientation scolaire qui tienne compte des débouchés réels de la région, l'implantation d'industries nouvelles et le maintien des statuts actuels de l'Arsenal ». D'après « Ouest-France » du 26 mai 1970, ils « dénoncent la société capitaliste qu'ils accusent de favoriser les plus forts, de pousser à la sélection, à la concurrence, à la promotion individuelle, et non à l'épanouissement de chacun selon ses possibilités ». Ils ont critiqué « l'utilisation massive de retraités de la Marine qui prennent le travail des jeunes et cassent la solidarité ouvrière ».

« Beaucoup d'entre eux ont déjà une très bonne retraite et disent qu'ils ne travaillent que pour se distraire. Nous trouvons que c'est une distraction qui coûte cher aux jeunes », a ajouté un apprenti.

DE VITTON, DEMISSION ?

Devant cette situation, nous attendons que le député U.D.R. de Nancy, M. Souchal (qui a démissionné pour défendre les intérêts futurs de ses électeurs : Nancy ne sera pas traversée par l'autoroute de l'Est) trouve à Lorient un imitateur en la personne de M. De Vitton, député U.D.R. de Lorient. Car, M. De Vitton, à Lorient, sait qu'aujourd'hui la situation est grave !

Mais faisons en sorte avant tout que l'unité se fasse du côté des forces de gauche, pour défendre énergiquement l'emploi à Lorient, et pour que cesse de « fleurir » le mythe indécent de la prétendue politique de l'aménagement du territoire en Bretagne.

Section de Lorient.



27 MAI

A Brest, Quimper, Morlaix et Carhaix, ce sont quelques 20 000 personnes qui ont manifesté leur mécontentement face à la politique du gouvernement à l'égard de la Bretagne, politique d'abandon qui provoque l'accélération de l'exode des jeunes, la diminution de la population active et des difficultés sans cesse accrues pour les travailleurs, de plus en plus menacés dans leur emploi.

Les sections finistériennes de l'Union Démocratique Bretonne ont bien, évidemment, apporté leur soutien actif à cette manifestation, tout en regrettant que celle-ci n'ait concerné que le seul département du Finistère, alors que le problème est général à toute la Bretagne. Les manifestants ne s'y sont d'ailleurs pas trompés comme l'ont témoigné nombre de banderoles et de pancartes (« Halte au désert breton », « Des usines en Bretagne », « Le Centre-Bretagne veut vivre », etc...), ou même l'affiche de solidarité placardée à Morlaix par les petits commerçants, lesquels avaient pour la plupart, fermé leur magasin (cf. cliché du titre).

Deux choses sont particulièrement à souligner au sujet de cette journée d'action : l'unité syndicale qui a été réalisée à cette occasion et la forte participation des jeunes.

Toutes les organisations syndicales importantes, à l'exception de F.O., ont participé à l'organisation de cette journée : C.G.T. et C.F.D.T., F.D.S.E.A. et C.D.J.A., S.N.I. et, à Brest, l'A.G.E.B. (Etudiants brestois). Les interventions ont rappelé le droit qu'ont les hommes d'avoir du travail là où ils vivent, l'exigence du développement industriel de la Bretagne, la surexploitation des travailleurs bretons, le refus de la déportation organisée pour le plus grand profit des trusts capitalistes, la mauvaise foi du gouvernement qui ne présente que « des os à ronger pour faire attendre les Bretons », lorsqu'ils deviennent trop remuants. Chacun, ouvrier, agriculteur, enseignant, étudiant, a pu prendre concrètement conscience de l'identité de ses intérêts, l'ouvrier menacé dans son emploi et exploité par des entreprises pirates, l'agriculteur sacrifié aux intérêts des grands exploitants et promis à la déportation vers les régions « fortes », les jeunes apprentis, techniciens ou lycéens, condamnés eux aussi le plus souvent à s'en aller. Chacun, aussi, a pu prendre conscience de la nature politique du problème : contre l'exode organisé, contre le dépeuplement de la Bretagne provoqué par le libéralisme et aggravé par l'évolution récente du capitalisme (cf. les orientations du VI^e Plan), contre l'exploitation coloniale de la Bretagne et de ses travailleurs, une seule solution : un pouvoir socialiste par et pour les travailleurs bretons.

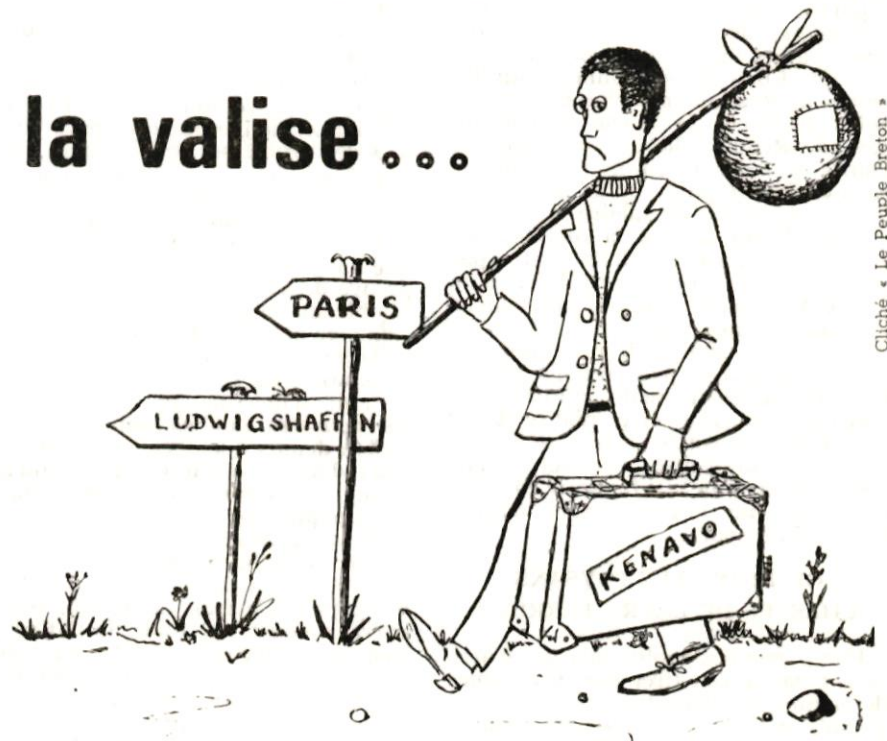
● Forte participation des jeunes, en particulier à Quimper, tandis qu'à Brest, 1 500 élèves de Kérichen exprimaient leur solidarité en organisant un meeting au lycée même. Ceci traduit une prise de conscience croissante du problème breton : les jeunes, premiers concernés, sont de plus en plus promouvus d'une manière concrète, à Quimper comme à Lorient, à Brest comme à Redon, au problème de l'emploi ; très peu trouveront sur place un emploi correspondant à leur qualification ; comme les jeunes agriculteurs et agricultrices qui, déjà victimes de l'exode rural, disent « non à la déportation » (cf. cliché), les jeunes, apprentis, techniciens, lycéens ou étudiants, refusent le dilemme : le chômage sur place ou la valise pour permettre aux gros capitalistes de s'enrichir encore plus sur le dos des travailleurs bretons, à la fois exploités et déportés, comme de vulgaires bêtes de travail. Cela, les jeunes le refusent de plus en plus clairement et massivement, et c'est là un élément fondamental pour l'avenir du combat politique breton.

Journée capitale donc, mais le thème d'action ne doit pas être seulement « Le Finistère veut vivre », mais « La Bretagne veut vivre ». Les problèmes de l'emploi dans le pays de Redon, dans la région de Lorient, dans les Côtes-du-Nord, à Saint-Nazaire, etc..., ne sont-ils pas finalement les mêmes que dans le Finistère, aussi bien pour les ouvriers, pour les agriculteurs, que pour les jeunes ? Unité d'action donc au niveau de la Bretagne, pour une plus grande efficacité et une prise de conscience plus large.

Le problème est d'autant plus grave et urgent que la Bretagne risque d'atteindre le point de non-retour : l'émigration des jeunes s'accélère, la situation démographique se détériore sans cesse tandis que les emplois diminuent. Pendant ce temps, le VI^e Plan préconise de favoriser les régions déjà les plus fortement industrialisées pour les rendre plus « compétitives » et ne prévoit rien pour la Bretagne, sinon les transferts de population ; le ministre Chalandon n'hésitait pas à déclarer à Brest le 28, lendemain de la journée d'action, qu'un port d'éclatement pour pétroliers géants et une unité sidérurgique ou pétrochimique constitueraient des investissements de prestige pour la région brestoise, car « les implantations doivent être immédiatement rentables » ! Quant au fameux « plan routier breton », dont l'achèvement avait été solennellement promis pour 1975, en 1968 (!), celui-ci semble bien compromis : le ministre s'est refusé à tout engagement sur le planning financier, ce qui ne l'a pas empêché de promettre quand même et non moins solennellement, l'achèvement pour la date prévue !

C. CANEVET.

la valise...



Cliché : Le Peuple Breton

LA VIE DU PARTI

SECTION DE SAINT-MALO

La section de Saint-Malo a assuré régulièrement un travail de propagande. Il peut se mesurer par la multiplication des affichages et ventes à la criée, des distributions de tracts à la sortie des usines, de l'envoi d'un tract avec une lettre de présentation aux organisations de gauche et aux abonnés et sympathisants.

Outre le travail de routine, la section va concentrer son effort à la fin de ce trimestre sur l'étude des problèmes économiques et sociaux de la région malouine, afin de poursuivre un travail déjà amorcé (S.A.B.I., licenciements dans le bâtiment...).

SECTION DE VANNES

La section a poursuivi ses efforts de propagande. Depuis le début de l'année :

- les ventes en dépôts à Vannes ont quintuplé ;
- les nouveaux dépôts hors de Vannes écoulent tous leurs numéros ; d'autres dépôts sont en voie de création ;
- les abonnements se maintiennent à un rythme constant.

La section a par ailleurs distribué des tracts et continué de vendre le journal à la criée avec de bons résultats.

LE PAYS DE REDON

(Suite de la page 1)

vement, ont débloqué 500 millions d'anciens francs, ce qui a permis de payer les salaires du 15 mai et d'assurer la paye du 31 mai.

Mais après ?

De toute façon, depuis le début de l'affaire, il y a déjà globalement une perte de salaires de l'ordre de 18 millions d'anciens francs. Cela se ressent terriblement sur le commerce redonnais. Et l'usine qui avait 900 ouvriers au 1^{er} janvier 1970 n'en a plus que 800 actuellement. Des jeunes surtout sont partis d'eux-mêmes dès que la crise a éclaté pour trouver mieux ailleurs, ce qui ne fait que renforcer le climat d'anxiété.

UN AVENIR TOTALEMENT BOUCHÉ A REDON

Les lourdes menaces qui pèsent sur l'usine Jean Garnier sont d'autant plus cruciales que les entreprises de Redon n'ont pratiquement pas d'emplois à fournir.

Signalons d'abord que l'affaire Garnier n'est pas un cas isolé. En effet, la S.R.P.I. qui emploie plus de 300 ouvriers est aussi en règlement judiciaire. Elle était pourtant rentable. Mais la société S.R.P.I., dont le siège est à Puteaux, a dû fermer une autre usine où avaient été faits des investissements malheureux. L'ensemble de la société ayant été mis en règlement judiciaire, l'usine de Redon en subit les conséquences. Elle n'a pu investir depuis plusieurs années, se contentant de travailler sur du matériel qu'on lui fournit. En somme, elle ne fait que louer ses services, alors que sans les problèmes qu'elle a connus elle aurait pu créer 150 emplois dans la fabrication du matériel téléphonique. Et quel sera son sort définitif ?

On peut dire en gros que cette année aucune usine de Redon n'embauchera. Quelques départs en retraite seront remplacés par un personnel non qualifié, et c'est à peu près tout.

Dans ces conditions, les jeunes qui sortent cette année de l'école n'ont pratiquement aucune chance de trouver du travail à Redon. Or, au total, vont sortir des écoles de la ville, en juin 1970 (fin du secondaire et classes de C.A.P.) 750 jeunes dont 300 du technique : moins de 5 % de ceux-ci seront embauchés dans les entreprises redonnaises. En particulier, l'affaire Garnier est un sale coup, puisque l'usine avait pris en 1969 200 personnes, dont des jeunes.

Les jeunes savent qu'ils sont appelés à partir. Une enquête — qui n'a pas été rendue officielle, mais qui est connue — a été faite l'année dernière par la Jeune Chambre économique sur les jeunes de Redon et des cinq communes qui constituent le noyau urbain du pays de Redon. Elle a révélé que les jeunes se sentent en marge dans le pays de Redon parce qu'ils n'ont :

- ni de parité de salaire ;
- ni d'embauche à la qualification professionnelle qu'ils ont (par exemple, un gars titulaire d'un C.A.P. n'est souvent embauché que comme O.S.) ;
- ni de possibilité de promotion.

Il manque aussi pour retenir les jeunes un environnement culturel qui pourtant pourrait être réalisé assez facilement, puisqu'il existe déjà une piscine et un centre culturel (lequel peut être critiqué). Il faudrait en outre construire un grand terrain d'athlétisme et de sports.

OU IRONT LES PAYSANS CHASSES DE LEURS TERRES ?

Une partie des exploitants qui n'arrivaient pas à s'en tirer sur des fermes de moins de 10 hectares s'en allaient jusqu'à présent chez Garnier — avec hélas ! une compétence médiocre (à l'heure du démantèlement de l'A.F.P.A.,

c'est une question qui ne va pas s'améliorer). Où iront-ils maintenant ? A 45, 50, 55 ans finir une vie misérable comme manœuvres à Paris, grossir les rangs d'un lumpen prolétariat broyé par le capitalisme ? Le pays de Redon est l'un des secteurs les plus sous-développés de la colonie bretonne et l'on comprend comment une usine comme Jean Garnier a pu exploiter longtemps une main-d'œuvre paysanne docile qui maintenant sera réduite à l'exode massif.

Et les commerçants et artisans ? tous ceux qui ne vivront que si les usines vivent ? Beaucoup de commerçants, même si le sens de leurs revendications reste très flou, ont compris que la défense de l'emploi est la condition de leur survie.

POUR DETRUIRE ENCORE DAVANTAGE LE PAYS DE REDON : LE MEPRIS DES NOTABLES ET DES POUVOIRS PUBLICS

Fréville, maire de Rennes, recevait dans la première quinzaine de mai — époque de l'annonce des 1500 emplois de Rennes — des délégués C.G.T. et C.F.D.T. de Redon. De l'entretien, ils ont retiré la conviction que Fréville voulait mener pour Rennes une politique de grandeur, faire de sa ville une sorte de métropole régionale. A quoi servirait d'avoir en l'an 2000 un Rennes de 450 000 habitants et un désert autour de Redon ? C'est tout le contraire d'un aménagement rationnel du territoire et c'est d'ailleurs mener une politique étriquée de l'urbanisation. Tant pis pour le pays de Redon. Qu'il se débrouille ou plutôt qu'il crève !

La direction de la Main-d'Œuvre, elle, a refusé tant qu'elle a pu de réunir un comité central d'entreprises (regroupant l'usine Jean Garnier de Redon et sa filiale les F.A.O. de Vitré). Ce n'est que sous la pression des démarches et des événements qu'elle a accepté, au bout d'un mois et demi, de le réunir le 29 mai. Il est clair que son but était de dissocier Redon de Vitré où les F.A.O. (Fonderies et Ateliers de l'Ouest) emploient 400 salariés.

De son côté, la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine et la Fédération départementale du Patronat français, sentant que la tension monte, publiait un communiqué dans « Ouest-France » pour essayer de cacher les tares du système capitaliste et leurs propres responsabilités dans le processus qui vide un secteur entier de la Bretagne :

« Il est trop facile d'attaquer le patronat sans vouloir reconnaître que l'évolution rapide de notre pays pose à tous des problèmes économiques, qu'ils soient agriculteurs, artisans, commerçants ou industriels... »

« Un échec isolé ne peut, honnêtement, amener à remettre en cause le système économique actuel qui fait la preuve de son efficacité, tant dans l'ensemble du monde qu'en France, où il supporte aisément la comparaison avec le large secteur nationalisé qui existe dans notre pays... »

Enfin, d'une manière plus générale, les pouvoirs publics ont entrepris à Redon depuis quelques années des travaux dont le résultat n'a fait qu'augmenter le scepticisme et le désarroi de la population :

● Le barrage d'Arzal qui a coûté plusieurs milliards, à quoi nous servira-t-il ? Il était destiné à assainir 10 000 hectares des marais de Redon. Mais le barrage construit, toute initiative est suspendue, aucune politique n'est envisagée. Les 10 000 hectares récupérés, qu'en ferait-on ? Les études de culture n'ont jamais été faites. Il serait pourtant possible de faire sur les terres assainies une réserve de viande, la-

quelle pourrait entraîner une certaine industrialisation.

● Un nouveau port a été construit à Redon pour recevoir des caboteurs de 15 000 tonnes le long d'un quai de 60 mètres. Ce port demandé par Garnier servira à quoi ? Les études de rentabilisation du port n'ont jamais été faites.

● Un terrain d'aviation est prévu. Pour servir à quoi ?

Pour servir à quoi ? puisque rien d'autre n'est entrepris. Toutes ces réalisations passent auprès de la population pour des dépenses inutiles, étant donné qu'on refuse d'industrialiser le pays.

A côté de cela, Redon attend encore pour un projet d'hôpital datant de 1959 le premier sou de financement ! et doit faire avec un hôpital archaïque qui ne dispose que de 114 lits pour une région qui compte plus de 100 000 habitants ! Les plans de l'hôpital mis à l'étude en 1959, approuvés en 1960, inscrits au Plan en 1963 et estimés à 1,3 milliard ont été abandonnés depuis. Mais il faut signaler que l'argent prévu pour l'hôpital de Redon a été affecté à l'hôpital de Paimpol à la suite d'arrangements entre Jeanneney et la mairie de Paimpol. 200 personnes de Redon et des alentours ont dernièrement participé à une réunion pour faire le point.

Lourde est la responsabilité du gouvernement dans le climat d'angoisse de la population : depuis deux ans on parle beaucoup de rénovation rurale, d'implantation industrielle. Aucun résultat ! Le gouvernement est constamment en contradiction avec ses déclarations et sa politique. Si rien n'est fait, c'est la mort du pays de Redon.

CONSTITUTION D'UN COMITE DE DEFENSE DE L'EMPLOI

La population, parce qu'elle est inquiète, répond aux appels de manifestation de masse. Le 14 mai, après un débrayage d'une heure et demie effectué dans la matinée à l'usine Garnier, une réunion intersyndicale (ouvriers, paysans...) rassemblait le soir 200 personnes : ce fut un succès qui permit de constituer un Comité de défense de l'emploi pour le pays de Redon ouvert à toutes les couches de la population notamment aux paysans, ouvriers, commerçants — avec l'appui des partis de gauche.

Pour sa première action, le Comité — le temps des parlottes stériles avec les notables locaux est terminé — décidait de réunir à Redon un meeting, le 20 mai. Ce meeting fut un succès puisqu'il rassembla plus de 10 000 personnes du pays de Redon. Les ouvriers, paysans, enseignants, beaucoup de commerçants... avaient répondu à l'appel et dans la ville les rideaux des commerces étaient baissés pour dénoncer le sous-développement de la « région » : « Qui sont les casseurs ? devait dire un orateur. N'est-ce pas la plus grande des violences que de maintenir une région dans le sous-développement. » (Pendant que se déroulait ce meeting, à Vitré également un millier de personnes manifestaient pour défendre les emplois des F.A.O.)

Et maintenant ?

L'action du Comité de défense de l'emploi ne doit pas en rester là. Il doit poursuivre l'action sans relâche, pour le pays de Redon certes, mais ce serait terriblement insuffisant et sans doute peine perdue : il doit rechercher l'union pour la défense de la Bretagne tout entière avec les points actuellement sensibilisés (le Finistère, Vitré) et tous ceux qu'il faudra coûte que coûte relancer dans les Côtes-du-Nord, la Loire-Atlantique, le Mor-Bihan.

J. ROUDAUT.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU C.E.L.I.B.

Le « Comité d'Etudes et de liaisons des intérêts bretons » a tenu son assemblée générale à Pontivy, en présence de 350 participants environ. Elle a dû constater que les grands problèmes économiques bretons en suspens le demeurent : tarifs de la S.N.C.F., transports aériens, pêches maritimes, industrialisation, etc. Les plus vives inquiétudes viennent toujours de l'absence d'industrialisation. Le secrétaire général, M. Pierret, note, dans une revue préparatoire, que, depuis deux ans, les efforts de l'Etat français se sont portés essentiellement sur le Nord et l'Est de l'hexagone. Pour 1968 et 1969, le total des créations d'emplois industriels en Bretagne ne représente que le dixième du total obtenu dans le Nord. Beaucoup d'orateurs, dont une forte proportion de notables néo-gaullistes, ont regretté le manque de création d'emplois, l'aide fournie aux grosses entreprises plutôt qu'aux petites, et réclamé le développement industriel de la région bretonne. On affirma sa « vigilance » et sa « détermination ». Après quoi, chacun est retourné, qui voter la loi « anti-casseurs », qui répandre de nouvelles promesses, qui déjeuner chez M. le préfet. Et on attend toujours les routes, les emplois, les abattements tarifaires et les décisions pour la culture bretonne réclamées bien haut à Pontivy...

FLOREAL

(Maison COUPA)

LE GUILVINEC - SAINT-GUENOLE
Fleurs naturelles - Mariages - Deuils
TRANSFLOR

IFFIG



● Décerne une vache d'honneur à deux ministres « bretons » pour leur activité particulièrement... symbolique le 10 mai dernier : — PLEVEN, ministre de la détention préventive qui, à Bourbiac où le manque d'emplois se fait cruellement sentir, inaugurerait solennellement une... gendarmerie en affirmant la détermination gouvernementale de maintenir l'ordre.

— MARCELLIN, ministre de la matraque et du passage à tabac si ce n'est de la torture, qui, pendant ce temps assistait à Rome à la cérémonie de canonisation d'une sainte bien française et exaltait pieusement à cette occasion les « vertus chrétiennes ».

● Trouve d'ailleurs qu'on inaugure beaucoup de gendarmeries chez nous ces temps-ci. Ainsi le vice-amiral MOUTON a-t-il coupé un ruban et sablé le champagne en l'honneur de la nouvelle gendarmerie maritime de l'île Longue, appréciant, nous dit « Ouest-France » (14 mai), le confort des appartements et « le point de vue qu'ils offrent dans ce cadre à la fois champêtre et marin ». Avant de trinquer à la gendarmerie, l'amiral émit le vœu que l'Education nationale mette aussi à Crozon, à la disposition de cette population nouvelle, un équipement scolaire plus complet.

— Rappelle audit amiral qu'il existe aussi en Bretagne une population moins nouvelle à la disposition de laquelle il est grand temps que l'Education nationale mette un équipement scolaire plus complet (pour que ses jeunes puissent trouver ensuite des débouchés ailleurs que dans la gendarmerie).

RESTAURANT "L'OASIS"

CHEZ BACHIR

16, rue Jean-Bart

RECOUVRANCE - BREST

Spécialités orientales et françaises
Ouvert toutes les nuits de 18 h à 6 h

Un document : pour la D.A.T.A.R. la Bretagne doit rester une colonie sous-développée et docile

A l'heure où foisonnent les promesses gouvernementales, il n'est pas inutile de rappeler ce document encore récent.

En avril, le C.E.C.O.R. (Comité d'Expansion de Cornouaille) rencontrait la D.A.T.A.R. ou Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, organisme officiel chargé de promouvoir la politique d'aménagement du territoire français et le développement régional. A l'issue de cette rencontre, le C.E.C.O.R. publiait un communiqué (cf. « Le Télégramme » du 3 avril) dans lequel il rejetait les différents points de vue qui sont ceux de la D.A.T.A.R. en ce qui concerne la Bretagne et condamnait une politique d'aménagement du territoire qui traduit « soit la carence et l'impuissance de la D.A.T.A.R., soit la volonté délibérée de maintenir la Bretagne dans son état de sous-développement. »

Revenons aux points de vue exposés par la D.A.T.A.R. en ce qui concerne le développement de la Bretagne, tels qu'ils sont résumés par le C.E.C.O.R. lui-même, car ces points qui expriment les conceptions des pouvoirs publics en matière d'« aménagement » du territoire et de « développement » régional, ne doivent plus laisser aucune illusion sur la possibilité de développer la Bretagne dans le cadre du système libéral actuel. Les idées de la D.A.T.A.R. peuvent se résumer en trois points :

1. une analyse truquée ;
2. un aveu d'impuissance ;
3. une invitation à la docilité et à la soumission.

UNE ANALYSE TRUQUEE :

Nous présentons ici le texte même du communiqué du C.E.C.O.R. résumant les points de vue de la D.A.T.A.R. sur la Bretagne : « La situation économique de la Bretagne n'est pas mauvaise en elle-même, dit la D.A.T.A.R. Le recensement de 1968 a montré qu'il y avait eu un renversement de tendance sur les plans démographique et économique. »

Rappelons simplement qu'en matière de « renversement de tendance » entre 1962 et 1968 :

— le recensement de 1968 a montré que le rythme de l'émigration, des jeunes en particulier, hors de Bretagne, s'est aggravé : en moyenne, 25 000 départs par an entre 1954 et 1962, 26 000 entre 1962 et 1968 ! Le solde migratoire d'ensemble s'est réduit du fait d'un retour plus important de personnes âgées, mais il s'est aggravé pour les classes jeunes, en particulier chez les jeunes de 15 à 24 ans. Conséquences : le vieillissement s'accroît et le nombre d'inactifs pour 100 personnes actives est passé de 144 % en 1962 à 150 % en 1968 !

— sur le plan économique, le nombre d'emplois créés par suite de décentralisations industrielles est passé d'une moyenne de 3 000 à 4 000 emplois par an entre 1961 et 1966, à moins de 2 000 depuis 1967. Le taux annuel de croissance du nombre de salariés dans l'industrie ne cesse de décroître : 9,6 % en 1962, 4,3 % en 1965, 2,6 % en 1967 ! (source ASSEDEC). La D.A.T.A.R. reconnaît d'ailleurs elle-même, après avoir parlé de ce prétendu renversement de tendance, que « la décentralisation, au sens strict, a été un échec et on ne peut pas davantage y compter dans l'avenir. »

UN AVEU D'IMPUISSEANCE :

Reprenons l'analyse, cette fois fort lucide, de la D.A.T.A.R. : « Il n'y a pas de planification industrielle possible au niveau régional dans le contexte économique français et européen : UN PLAN D'INDUSTRIALISATION DE LA BRETAGNE EST UNE VUE DE L'ESPRIT. On ne peut que compter sur les opportunités de croissance des firmes, opportunités qu'il convient de saisir pour tenter de les orienter vers les régions défavorisées. »

Voilà qui est clair et qui devrait mettre fin aux entreprises des marchands d'illusion et des professionnels de l'optimisme de façade qui chloroforment le peuple breton en feignant de croire encore en la possibilité d'un développement de la Bretagne dans le cadre du système libéral actuel, dominé par les firmes capitalistes. (Après l'échec des projets de pétrochimie à Brest et de sidérurgie en baie de Douarnenez, le député du Finistère Colin n'hésite pas à écrire dans le premier numéro de « Bretagne », la nouvelle revue du C.E.L.I.B. : « Un objectif du VI^e Plan : l'industrialisation de la Bretagne » !).

Voilà aussi qui est la négation même, par la D.A.T.A.R. elle-même, de tout aménagement réel du territoire et de tout développement régional dans un système capitaliste : Pour développer les régions défavorisées, « on ne peut compter que sur les opportunités de croissance des firmes » ; autrement dit, tout dépend du bon vouloir des industriels : il est hors de question que l'Etat, serviteur des grandes firmes, leur impose de s'implanter dans telle région ; tout au plus peut-il leur suggérer de s'orienter vers telle région défavorisée, moyennant naturellement force subventions et exonérations fiscales. Dans ces conditions, « un plan d'industrialisation de la Bretagne est une vue de l'esprit. » La D.A.T.A.R. ne pouvait mieux souligner son inutilité et se nier elle-même : qu'elle disparaisse donc, la situation en sera plus claire ; mais il faut maintenir les illusions d'une « planification à la française » !

UNE INVITATION A LA DOCILITE ET A LA SOUMISSION :

Après cette condamnation sans appel de la Bretagne, la D.A.T.A.R. invite les Bretons à se contenter de la médiocrité et surtout à se soumettre à cet « état de fait ». Le conseil des aménageurs : la Bretagne doit présenter une « image de marque » agréable, ce qui, on ne sait jamais, pourrait attirer quelques industriels ! Laissons lui plutôt la parole :

« Il n'y a pas lieu d'être trop inquiet sur l'avenir. Les mesures du 9 octobre 1968 doivent créer de façon irréversible un choc psychologique chez les industriels (sic), à condition que l'image de marque, c'est-à-dire l'attrait de la région, NE SOIT PAS DESSERVIE PAR LE CLIMAT REVENDICATIF, LE PESSIMISME ET LES CRITICATIVES INOCCASIONNELLES. »

Et voilà ! On invite la colonie-Bretagne à se soumettre et à disparaître sans bruit. On demande aux travailleurs bretons, soumis aux plaisirs des capitalistes, déplacés comme un bétail selon les « exigences de l'économie », c'est-à-dire des

patrons, de conserver le sourire, pour ne pas déprécier « l'image de marque » de la Bretagne, la Bretagne-réservoir vue par les colonisateurs.

Bretons, vous n'aurez rien. Un plan d'industrialisation de la Bretagne est parfaitement utopique. Mais ayez le bon goût de disparaître sans bruit, et de ne pas aggraver votre cas par des « critiques inopportunes » et des revendications déplacées !

Et on appelle cela une Délégation à l'Aménagement du Territoire (!) et à l'Action Régionale (!)...

C. C.

1968

« JE SUIS CONVAINCU QUE L'AVENIR DE LA BRETAGNE EST CELUI DE LA PROSPERITE, EST CELUI DU SUCCES », déclare G. Pompidou lors de l'inauguration du Centre Ellysé-Bretagne (janvier 1968).

- 1969 : port pétrolier - relais, Brest écarté au profit du Havre
- 1969 : sidérurgie : Fos-sur-Mer préféré à Brest.
- 1970 : alumine : Péchiney ne s'installera pas à Poullan, mais à Dunkerque.

1970

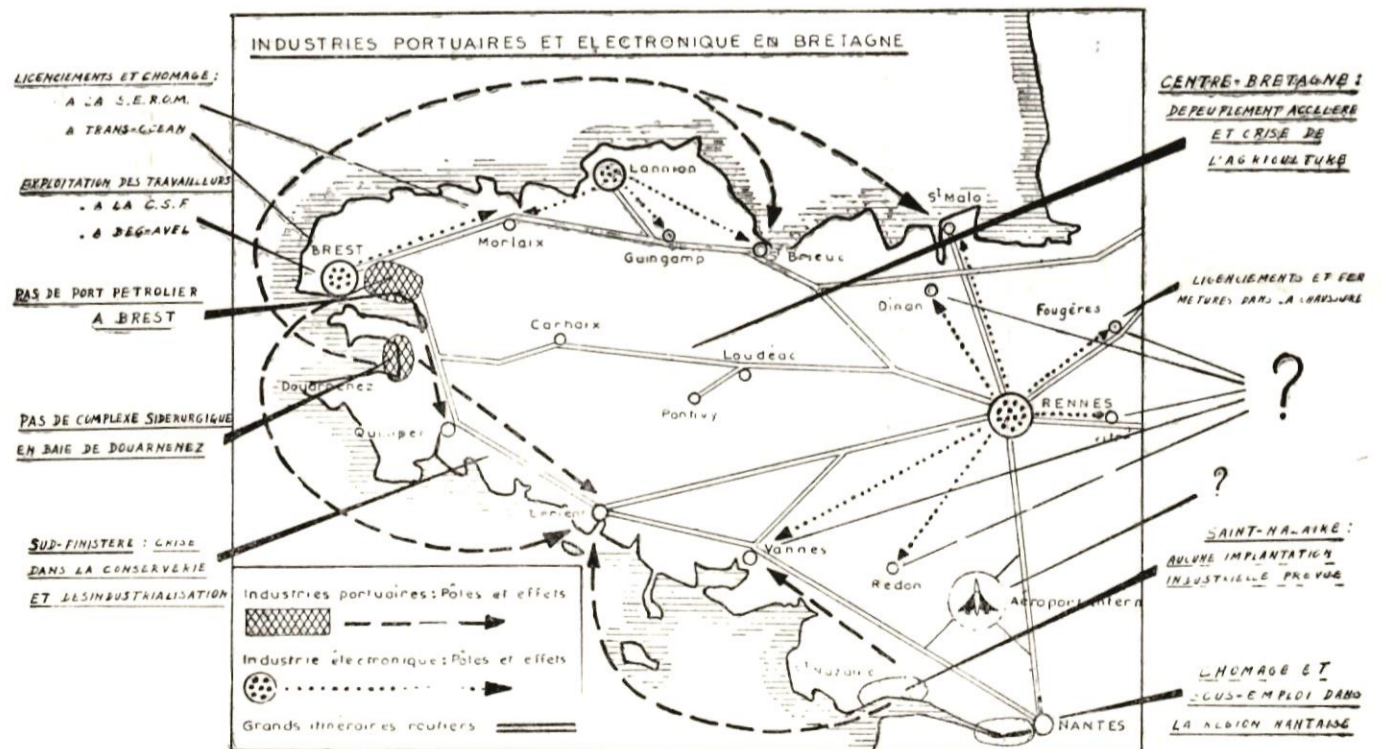
« BREST DOIT DEVENIR UN GRAND POLE D'INDUSTRIALISATION ET D'ATTRACTION », déclare M. Pompidou au Conseil des Ministres.

(La presse, 14 mai 1970.)

ET LE CYCLE RECOMMENCE...

... Car le procédé est courant. Ainsi de Gaulle en 1967, quelques mois après la fermeture des Forges d'Hennebont, déclarait en inaugurant l'usine marémotrice de la Rance : « LA BRETAGNE SERA UNE DES REGIONS ESSENTIELLES DE L'EXPANSION ». Il savait pourtant fort bien que le barrage de la Rance n'aurait aucune influence sur l'économie bretonne, puisque dès sa mise en chantier on savait déjà qu'il était périmé (« Atomes », janvier 1967). Et de Gaulle savait tout aussi bien que la fermeture des Forges d'Hennebont portait un coup dur à l'économie de la Bretagne. Il en va de même pour Pompidou, qui de promesses non tenues en promesses qu'il ne tiendra pas, est bien décidé à vider la Bretagne de ses travailleurs jusqu'à ce que mort s'en suive.

RÊVES ET RÉALITÉS



LES « PERSPECTIVES » D'AMENAGEMENT DE LA BRETAGNE VUES PAR LA MISSION REGIONAL (PREFECTURE DE RENNES) ET CE QU'IL EN EST DANS LA REALITE.

LA CFDT SE PRONONCE POUR UN PLAN BRETON

Une analyse positive, mais incomplète

Il y avait un certain temps qu'on ne parlait plus ou presque du plan breton. Un vrai plan breton : non pas celui que, démagogiquement, les gaullistes ont signalé récemment dans la presse. L'événement vaut qu'on le salue.

Après avoir publié (voir « Le Peuple breton » de mai 1970) une excellente analyse de la situation de la Bretagne face au VI^e plan, où la situation coloniale était dénoncée, l'union régionale C.F.D.T. de Bretagne vient de se prononcer pour un « plan de développement industriel » de la Bretagne (1) et de donner les grandes lignes de ce plan.

UNE ANALYSE REALISTE

Ce plan est précédé d'une analyse pertinente de la situation de la Bretagne en 1970, dont les données essentielles sont, pour 4 des 5 départements :

- la réduction de plus de 15 000 emplois agricoles par an;
- l'accroissement de l'exode des jeunes;
- le vieillissement de la population;
- la détérioration de l'équilibre démographique.

Le document ajoute : « laisser se développer ces réalités dont les tendances sont connues et chiffrées équivaut à vouloir consciemment le dépérissement de la Bretagne. L'heure des choix décisifs pour le développement de la Bretagne est proche ».

LES RESPONSABLES DENONCES

Dans une tentative d'explication, la C.F.D.T. remarque qu'il n'y a pas de politique gouvernementale de développement de la Bretagne, mais simplement des mesures isolées destinées à calmer les travailleurs et dénoncer les mensonges des notables et la fuite des capitaux vers l'étranger. Dans de telles conditions, la politique d'encadrement du crédit atteint tout spécialement l'économie bretonne. C'est l'abaissement logique de la politique libérale de « rentabilité industrielle maximum » qui conduit à l'impérialisme industriel.

POUR UN « PLAN DE DEVELOPPEMENT DE LA BRETAGNE »

Face à une telle situation, voulue par le grand capital et l'Etat et aggravée par les mesures récentes, la C.F.D.T. réclame « le droit au travail pour tous dans la région », réalisable pourvu que l'on en ait la volonté politique, et la création de 300 000 emplois nouveaux d'ici 1985, « sinon, c'est vraiment la dévitalisation de la Bretagne dans un délai très court : il faut agir vite, très vite ».

Parmi les atouts du pays, la C.F.D.T. cite « le secteur agricole et la pêche, la vocation maritime, l'importance des jeunes et de la main-d'œuvre, l'infrastructure scolaire et universitaire ».

Le plan exigé doit prévoir les activités à créer ou à développer avec leur localisation (dont un complexe industriel) et un calendrier de réalisation. Il doit s'accompagner d'une politique de formation professionnelle adaptée et d'un contrôle, au profit de tous, de la politique foncière et de l'urbanisation.

UNE DEMARCHE POSITIVE... MAIS INCOMPLETE

La C.F.D.T. conclut qu'une telle politique exige une « véritable planification démocratique » et notamment, une caisse régionale d'investissements, incompatibles avec le libéralisme, dont le moteur est le profit.

L'analyse, la démarche et les propositions de la C.F.D.T. confrontées à la dévitalisation de la Bretagne, sont positives. Il est à souhaiter qu'elles soient partagées par les autres syndicats, en Bretagne, afin d'aboutir au plus vite à une plateforme et une action communes. Le temps presse.

Signalons d'abord une importante lacune à cette analyse. C'est que la C.F.D.T., en se plaçant sur le plan des 4 départements de la région de programme, n'a pas dénoncé la grave amputation que constitue pour l'économie bretonne le rejet de la Loire-Atlantique.

D'autre part, la C.F.D.T., prenant en considération la défense des personnes et d'une collectivité abstraite, ne voit pas dans leurs dimensions politiques les problèmes du peuple breton colonisé.

Il faut aussi comprendre que le cadre centralisé de l'Etat français facilite et accélère le processus capitaliste qui ruine notre pays. Dans leur lutte pour la dignité par le socialisme, les travailleurs bretons doivent réclamer l'assemblée et l'exécutif contrôlés par eux, qui constitueront l'amorce d'une véritable appropriation des moyens de production par les travailleurs bretons.

Il n'y a pas de développement économique et de démocratie octroyés.

Une industrialisation véritable dans le cadre de l'Etat français capitaliste centralisé serait non justifiée parce que trop coûteuse : pourquoi dépenser des sommes énormes pour une « région » alors que les Bretons (c'est prévu) peuvent se déplacer pour trouver des emplois ailleurs ?

Les travailleurs bretons n'auront que la liberté et le développement qu'ils arracheront. Ce n'est qu'en s'affirmant et se voulant bretons qu'ils peuvent espérer, pour leur pays, une industrialisation réelle.

COMITE DIRECTEUR
DE L'U.D.B.

(1) « La C.F.D.T. de Bretagne : devant l'aggravation de la situation économique... Un plan de développement industriel est indispensable » publié fin avril.

Du textile à l'électronique ou l'exploitation de la femme bretonne

« 2 000 emplois créés en 1976 à Brest et 200 en 1971 » annonçait M. Berest, adjoint au maire de Brest, début mai.

Permettez, M. Berest, que l'on croie plus facilement aux 200 qu'aux 2 000 emplois qui seront créés par la venue de l'entreprise Erikson. N'était-il pas annoncé la création de 2 500 emplois par la C.S.F. en 1962 ? Il n'y en a jamais eu que 1 100. 250 emplois par Cabasse ? Il y en a 80. 500 emplois par Transocéan ? Il y en a 300 aujourd'hui.

Lorsque l'on parle du textile à Brest, il faut s'entendre sur le terme « création d'emplois », car en fait d'emploi, Transocéan arrive en tête pour la création (hélas ! aussi pour les licenciements). En effet, de 1962 à 1968, il y a eu 1 024 départs (362 licenciements et 662 démissions). Si l'on tient compte des 300 femmes employées aujourd'hui, cela fait 1 324 emplois « créés » par Transocéan. De la sorte, on se comprend mieux, M. Berest.

2 000 jeunes s'expatrient chaque année dans le Finistère, pourquoi ? Parce que quatre entreprises agricoles disparaissent chaque jour dans le Finistère, parce que sur 800 électroniciens formés en Bretagne, chaque année, il n'y reste que deux. Et vous nous annoncez 200 emplois féminins. Ils remplaceront le départ des hommes, de la terre ?? Soyons sérieux. Nous sommes pour l'émancipation de la femme et pour son droit au travail, encore faudrait-il que l'on donne à la femme bretonne des conditions de travail saines, que l'on pense à sa dignité et à son rôle social. Ce n'est pas le cas.

A Transocéan : 4 déléguées du personnel licenciées en 1963 ; 16 militantes CFDT licenciées en 1964 ; 20 licenciements sans compter les nombreuses démissions en mai 70.

◆ Dignité de la femme ? On oblige le personnel à faire des heures supplémentaires en février, mars, avril et mai 70, mais 120 sont mises au chômage partiel (32 heures par mois), celles qui veulent faire des heures normales étant mises au chômage partiel également.

◆ Formation du personnel ? Il a été versé à Transocéan de 1962 à 1967,

112 358,58 F par le F.D.E.S. (1) pour la formation de 133 personnes, et aujourd'hui Transocéan met au chômage les stagiaires nouvellement formés.

A « Empreinte » : la direction semble confirmer de plus en plus la mise au chômage partiel de tout le personnel soit 60 femmes environ pour juin et juillet 1970.

A la « Manufacture Bretonne de Confection » : on connaît la lutte âpre, qui a opposé le personnel à la direction pour empêcher le licenciement de ses déléguées.

A « Arc » : en 1968, l'entreprise employait environ une centaine d'ouvrières, aujourd'hui, il en reste 65 seulement. Bien sûr, il y a eu des départs, mais pas de remplacements ; il y a eu des licenciements feutrés aussi, car rarement les femmes ont eu droit à leur indemnité de licenciement.

Nous pourrions compléter la liste des entreprises employant du personnel féminin avec les entreprises Fegfort, Le Maître Tailleur, Beg Avel (« femmes robustes » de plus de 30 ans), où les conditions d'exploitation de la femme bretonne sont aussi déplorables.

Mais pourquoi la comparaison avec la procharne venue de la Société Erikson ? Il suffit de savoir qu'une vingtaine de femmes de Transocéan, ont exprimé au bureau de la main-d'œuvre leur désir de travailler chez Erikson. Mais direz-vous, le textile, ce n'est pas l'électronique et le marasme qu'il y a dans le textile ne se verra pas dans l'électronique.

Hélas ! si le VI^e Plan prévoit d'intensifier le réseau téléphonique en France, lorsque le programme sera fini, Erikson fera comme la S.E.E.M. de la région nantaise et retournera trouver un profit plus grand dans l'Est. La femme bretonne est exploitée car elle a à choisir entre « Bécassine » ou l'exploitation éhontée de colonialistes sans scrupules.

Section de Brest Recouvrance.

(1) Fonds de Développement Economique et Social.

LIBRAIRIE
"Brentano's"
Tous les livres français et étrangers
★
7, quai Chateaubriand - RENNES
Tél. 40.70.32

CAFE DES MOUETTES
GUINNESS A LA PRESSION
PORT DE COMMERCE
BREST - Tél. 44-33-21

Décentralisez-vous à Paris !

Il s'est passé une chose curieuse, le 13 mai. Pompidou a annoncé des mesures en faveur de la Bretagne et de Brest en particulier. Rien d'inhabituel jusque-là ; c'est la quatrième ou cinquième fois que cela se produit et les effets ne se font toujours pas sentir...

L'étrange, c'est que ni « Ouest-France » ni « Le Télégramme de Brest » n'en ont fait d'énormes titres, mais ont été bizarrement discrets. Serait-ce qu'on sent, dans les rédactions, que ce genre de proclamations fait désormais hausser les épaules en Bretagne, surtout quand elles sont faites quinze jours avant une manifestation de masse pour l'emploi ?

Les mécanismes du bourrage de crâne n'en persistent pas moins.

Début mai, la compagnie Ericsson, fabrique de matériel téléphonique, annonce une prochaine création d'usine à

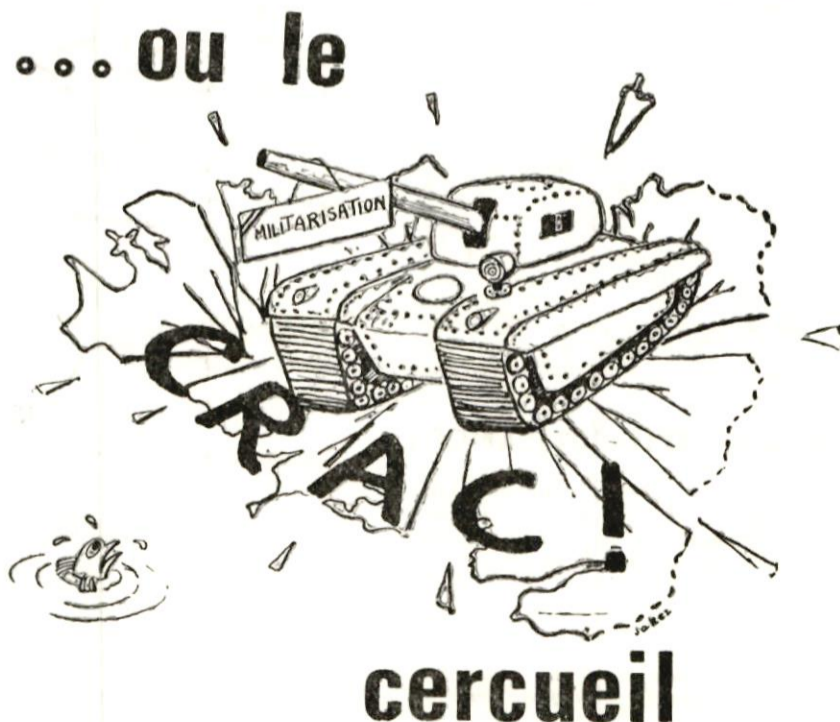
Brest, avec, dans un avenir proche, quelques centaines d'emplois, pouvant par la suite prendre du volume. L'édition du jour d'« Ouest-France » annonce en première page 1 200 emplois, en page régionale 1 500, et en page brestoise 2 000 ! Quant au « Télégramme », il annonce d'emblée 2 000.

L'exemple de la C.S.F., sensée à l'origine créer plusieurs milliers de postes, mais qui plafonne à 1 100 et qu'on cherche à transformer en usine de production, devrait tempérer cet optimisme de commande.

A la mi-mai, nouvelles décentralisations annoncées à Brest, par la mairie, sur le ton du secret, rien n'est officiel, mais autant essayer de calmer ces gens qui vont manifester le 27...

L'article du « Télégramme » donne le

(suite page 8).



LES PROBLEMES DES ETABLISSEMENTS D'ETAT

ARSENAUX, POUDRERIES...

(SUITE DU N° 79)

Dans notre précédent numéro, nous avons expliqué quelle était la volonté du gouvernement de démanteler les établissements d'Etat :

- en y rendant possible l'investissement des capitaux privés, ce qui n'est ni plus ni moins que leur cession à des fortunes personnelles ;
- en apportant un changement de leur statut juridique qui provoquerait des modifications du statut du personnel.

A ce sujet, M. Debré, ministre de la Défense nationale, présentait le 26 mai à l'Assemblée nationale un projet de loi portant réforme des Poudres. Pour riposter contre ce projet qui malgré les amendements proposés n'apportait aucun changement fondamental au but poursuivi par Debré depuis plusieurs mois, les travailleurs des arsenaux arrêtaient le travail ce même jour. En particulier à Brest, se réunissaient pour un meeting 4 000 personnes comprenant les travailleurs de l'arsenal de Brest et des délégations des établissements d'Etat d'Indret, Rennes, Lorient, Quimper, Pont-de-Buis.

Le mois dernier, nous avons déjà présenté les difficultés des arsenaux de Rennes et Brest.

QUEL AVENIR POUR LA POUDRERIE DE PONT-DE-BUIS ?

Depuis quelques années, on parle, à Pont-de-Buis, d'une éventuelle fermeture de la poudrerie. Aujourd'hui, les travailleurs se sentent plus durement menacés. L'échéancier est en place : le 1^{er} janvier prochain, la liquidation sera effective ; au mieux, les travailleurs pourront, en partie, continuer à travailler dans les mêmes locaux, sous contrôle d'une société « nationale » soutenue par les capitaux privés. (Sans que rien ne le laissait prévoir, la poudrerie d'Angoulême vient de fermer ses portes !).

Le désir du gouvernement de favoriser le pourrissement de la situation se voit à travers plusieurs éléments :

- réduction progressive des effectifs : 470 en 1961 ; 300 en 1970.
- augmentation parallèle de l'âge moyen des travailleurs (environ 52 ans actuellement) ;
- embauche irrégulière, non pas de personnel à statut, mais de saisonniers. (Ces ouvriers sous contrat renouvelable tacitement tous les 6 mois peuvent être licenciés sans problème... C'est une clause du contrat, n'est-ce pas !).

POSITIONS DES TRAVAILLEURS

Conscients des problèmes économiques, ils n'ont pas hésité, depuis 1947, à rappler que la fabrication de poudre ne pouvait se prolonger très longtemps à ce rythme. Parallèlement, des solutions de reconversion étaient engagées :

- 47-51 : fabrication de mobilier scolaire ;
- 49-56 : fabrication de matière plastique destinée à divers usages dont le téléphone ; — fabrication de répartiteurs de câble pour les installations téléphoniques.

Malgré quelques difficultés d'ordre technique rapidement surmontées, les travailleurs font la preuve de leur compétence.

Alors que ces productions se font à un rythme et dans des conditions satisfaisantes, le secteur privé se voyant menacé, réagit.

COMMENT DES INTERETS PRIVÉS S'OPPOSENT A CEUX DES TRAVAILLEURS

a) Un premier affrontement oppose les travailleurs de la poudrerie aux Etablissements Rivière, de Quimperlé (fabrique de meubles). Le résultat ne se fait pas attendre : la fabrication de mobilier scolaire disparaît de la poudrerie...

b) 1954 : La Société THOMSON-ERICKSON saisit le Conseil d'Etat sur la requête suivante : « Est-il normal qu'une entreprise publique concurrence la fabrication des entreprises privées ? ». La question posée en ces termes, alors que règne le régime que l'on sait, la réponse ne saurait nous étonner : elle est, évidemment, négative.

c) En 1957, les commandes américaines de poudre s'amenuisent (commande Affshore). En raison des impératifs de rendement, elles avaient été, d'ailleurs, la cause d'une explosion qui avait fait 2 morts et 7 blessés graves.

d) Monsieur Ploux est directeur de la Poudrerie... Madame Ploux, maire de Pont-de-Buis... On parle vaguement de l'implantation à Pont-de-Buis d'une usine de fabrication d'appareils téléphoniques au lieu-dit « Le Golbès ».

La décision du Conseil d'Etat aboutit au licenciement de 343 ouvriers.

e) Depuis, la situation n'a guère évolué, si ce n'est qu'une entreprise de matériel téléphonique, la C.T.B. (Compagnie Téléphonique de Bretagne), s'est installée à Pont-de-Buis en 1963. La majorité du personnel est féminine, payée au SMIG et n'est pas syndiquée. L'entreprise ne s'est implantée (cela est assez visible) que pour trouver une main-d'œuvre docile et sous-payée avec la bénédiction de Madame Ploux.

La collusion « patronat local - municipalité » est suffisamment illustrée par la présence de M. Depaëpe, P.D.G. de « C.T.B. » sur la liste des conseillers municipaux. M. Depaëpe demeure, pour les habitants de Pont-de-Buis, un illustre inconnu, bel exemple de « décentralisation » !

SITUATION ACTUELLE

Madame Ploux, qui cumule les fonctions de maire, conseiller général, député, prétend avoir reçu « l'assurance » du Ministre Debré que la poudrerie serait maintenue. Comment ? Nous n'en savons rien... S'agit-il des locaux ou des travailleurs ? Nous pouvons nous poser la question...

M. Rampant, envoyé du ministre de la Défense Nationale, était, le lundi 27 avril, à Pont-de-Buis... pour « tâter le pouls » des travailleurs ?

Les éléments de la liquidation sont déjà formulés tenant compte de l'âge moyen des travailleurs (52 ans environ) :

- versement d'une pré-retraite aux anciens combattants au bout de 15 ans de service ;
- application de la loi sur le dégage-ment des cadres ;

- pour les autres travailleurs :
 - le personnel à statut : proposition de réemploi en un point quelconque de l'hexagone par la société dite « nationale », avec perte probable de leur statut ;
 - le personnel saisonnier : il est purement et simplement congédié

POURQUOI ELUS, NOTABLES ET PATRONS LOCAUX POURRAIENT ETRE SATISFAITS DE LA DISPARITION DE LA POUDRERIE

1°) En raison des avantages divers dont disposent les travailleurs :

- salaires : nettement plus élevés que dans le secteur privé ;
- couverture des risques « maladie »

et « accident » par un complément de salaire versé par la Mutuelle.

2°) En raison de la tradition syndicale :

Seuls, parmi tous les travailleurs de Pont-de-Buis, les poudriers sont syndiqués : 60 à 70 % à la C.G.T., 20 à 30 % à la C.F.D.T.

Sur le plan politique, cette tradition syndicale se traduit par une opposition aux élus locaux.

Ces avantages et cette situation particulière fournissent aux autres travailleurs des exemples d'actions revendicatives et de résultats que peut donner la lutte des travailleurs unis contre le pouvoir, qu'il soit privé ou public.

Nul doute que tout ceci est perçu par les réactionnaires locaux comme un danger, un foyer de contagion qu'il est préférable de voir disparaître.

Trop d'éléments concourent à vouloir cette liquidation pour qu'une issue satisfaisante pour les travailleurs soit possible sans une épreuve de force que tous sont résolus à affronter afin de s'opposer à la disparition de leur gagne-pain et à l'obligation de s'exiler chez Citroën, De Wendel ou autre Sidelor, aux quatre coins de l'hexagone.

Madame Ploux déclarait, le 26 mai (« Le Télégramme de Brest » du 27 mai) : « Je suis prête à voter le projet (le projet de loi portant réforme des Poudres déposé à l'Assemblée Nationale par

Debré), mais je ne le ferai qu'après avoir reçu des assurances formelles pour cet établissement (Pont-de-Buis), et son personnel ». Deux jours plus tard, Debré, craignant sans doute l'épreuve de force, donna des assurances à l'Assemblée nationale : « Il n'est pas envisagé de modifier le statut de la poudrerie de Pont-de-Buis en tant qu'établissement d'Etat. En d'autres termes, nous n'envisageons pas de reconversion, ni non plus de transfert. Le problème qui se pose est celui de l'utilisation industrielle d'un établissement tel que la poudrerie de Pont-de-Buis ».

Madame Ploux a donc voté le projet.

Les travailleurs savent que les « promesses » de Madame Ploux sur la défense de leurs droits ont déjà subi quelques accrocs. Elle n'éprouve, en effet, aucune difficulté à voter avec la majorité, les lois qui portent atteinte aux intérêts des travailleurs :

- 1963 : loi anti-grève ;
- 1967 : ordonnances sur la Sécurité Sociale.

Alors, si le gouvernement le décide, pourquoi ne voterait-elle pas demain la liquidation de la poudrerie de Pont-de-Buis ?

Il ne restera aux ouvriers de la poudrerie que deux solutions : partir ou crever sur place avec les salaires de SMIGard ou le chômage.

J. ROUDAUT.

L'ARSENAL DE VANNES

L'Arsenal de Vannes est le moins important de Bretagne. Il compte aujourd'hui 170 employés (ouvriers et cadres, ces derniers étant une vingtaine). Ceci explique que les conflits sociaux ne font pas à Vannes autant de bruit qu'à Lorient ou Brest.

Et pourtant, depuis une dizaine d'années, il y a eu plusieurs conflits à la suite de nombreux licenciements d'ouvriers de la Défense nationale :

- suppression de l'Intendance militaire : 70 emplois en moins ;
- suppression de l'Hôpital militaire ;
- licenciements à l'Arsenal : de 360 ouvriers et cadres en 1962, l'effectif est passé aujourd'hui à 170.

Pourquoi ces licenciements ? Ils s'expliquent par la suppression, par « souci de rentabilité », de la chaîne de montage des chars AMX qui a été transférée ailleurs. L'Arsenal, qui était autrefois un ERGM-EB (Etablissement de Réserve Générale du Matériel - Engins Blindés), est devenu un ERM (Etablissement Régional du Matériel), c'est-à-dire un établissement qui passe commande à Paris pour ravitailler en pièces autos, motos, chars.

Ces licenciements massifs ne continuent pas, mais la situation de l'emploi est encore incertaine malgré le statut qu'ont les ouvriers. En effet :

- il n'y a plus d'embauches ni pour les jeunes ni pour les saisonniers ;
- beaucoup d'emplois sont réservés aux anciens militaires ;
- les retraités qui partent ne sont pas remplacés.

Ainsi, les emplois ne semblent pas diminuer massivement et l'opinion publique ne s'émeut pas de la situation. Dans le contexte actuel des projets de désétatisation, les ouvriers de l'Arsenal luttent pour le maintien de leur statut qui peut leur garantir l'emploi sans doute, mais pas l'assurance de pouvoir rester travailler à Vannes : il semble bien, en effet, qu'on assiste à un processus feutré de fermeture de l'établissement de Vannes. C'est pourquoi la journée du 9 avril a été particulièrement suivie par les ouvriers qui sont syndiqués à 80 %.

Ainsi, à Vannes, comme dans le reste de la Bretagne, les emplois de la Défense nationale diminuent, mais la militarisation, elle, ne cesse de s'accroître.

Section de Vannes.

Prochain numéro :

L'ARSENAL DE LORIENT.

POBL VREIZ

Le n° 5 paraît en juin

« POBL VREIZ », édition bretonne du « Peuple Breton », est le journal de l'U.D.B. Il exprime en breton le combat pour le socialisme. Il comprend pour le moment l'éditorial et la chronique du « Problème breton de Brest à Nantes ».

ATTENTION, la trésorerie de « Pobl Vreiz » est indépendante de celle du « Peuple Breton ».

FORMULAIRE D'ABONNEMENT A RETOURNER (découpé ou recopié)
A « POBL VREIZ », BOITE POSTALE 713 — 35-RENNES

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

SOUSCRIT UN ABONNEMENT ORDINAIRE : 5 F *

DE SOUTIEN : A partir de 15 F *

CI-JOINT LE REGLEMENT PAR Chèque postal * Mandat-lettre *

Chèque bancaire *

* (Rayer la mention inutile)

Les chèques doivent être libellés sous l'intitulé suivant :

POBL VREIZ B. P. 713 35 - RENNES - C.C.P. Rennes 2746-79

A.F.P.A.

LE SABOTAGE D'UN SERVICE PUBLIC, UNE ATTEINTE A LA DIGNITE DES TRAVAILLEURS

LICENCIEMENTS ET RESTRICTIONS DE CREDIT

L'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.), organisme public qui assure depuis la Libération, une formation professionnelle rapide, vient d'être durement touchée par le licenciement collectif de 95 enseignants et 63 agents administratifs et de service.

De plus, dès cette année, 110 des 2 200 sections de l'Hexagone vont être fermées, de manière autoritaire, sur l'ordre du gouvernement. La direction de l'A.F.P.A. est mise en demeure de choisir elle-même les sections à fermer en réglant elle-même les problèmes avec les usagers et le personnel : l'Etat-patron affecte de ne plus se mêler des conflits créés par sa politique.

Ces mesures sont à mettre en rapport avec une baisse de plus de 7 % du budget global de l'A.F.P.A. par rapport à 1969 et une réduction de 42 % de ses crédits d'investissements. De ce fait, 51 000 stagiaires seulement, contre 62 000 prévus, pourront être accueillis cette année, soit un retard de 18 %, à un moment où la politique de concentration et la ruine des petits exploitants obligent un nombre croissant de travailleurs à se reconvertir.

POURQUOI CETTE POLITIQUE ?

Il ne s'agit pas, en détruisant le petit feu l'A.F.P.A., d'économiser les deniers publics. Au contraire, ceux-ci sont généreusement distribués aux grosses entreprises privées pour qu'elles financent leurs propres « Centres de formation » conventionnés. Alors que l'A.F.P.A. attend ses crédits parfois plus de six mois, les trusts obtiennent les leurs en quelques semaines, souvent moins, le préfet de région distribuant lui-même les subventions modérées. L'Etat affirme ainsi obtenir la formation professionnelle de 170 000 travailleurs chaque année. Mais la formation obtenue dans ces Centres privés, si elle sert le patronat, est un handicap pour ceux qui en « bénéficient ». Alors que l'A.F.P.A. forme en 1 040 heures au minimum, les Centres privés forment dans 50 % des cas, en moins de 120 heures, et dans 30 % des cas, en un nombre d'heures compris entre 120 et 600. Des stages aussi courts ne donnent qu'une formation étroite et limitée aux besoins de l'entreprise à des travailleurs « choisis » par le patronat. Ils sont donc prisonniers de l'entreprise qui les a formés. Ailleurs, ils ne trouveraient que des postes de manœuvres plus ou moins spécialisés.

UNE FORMATION POUR QUELLE « NOUVELLE SOCIETE » ?

— L'objectif de l'A.F.P.A., qu'elle ne prétend pas d'ailleurs avoir pleinement atteint, est de donner à des travailleurs rémunérés une formation professionnelle plus générale et plus complète, qui puisse leur permettre de choisir plus librement l'entreprise

où ils travailleront et d'en changer plus facilement.

— A cette formation large qui se veut libératrice, la droite au pouvoir à Paris, prétend substituer peu à peu une formation spécifique en entreprise, bien faite pour asservir le travailleur et procurer aux grosses sociétés une main-d'œuvre soumise et bon marché, s'ajoutant pour cela aux pratiques antisyndicales, au chantage à l'emploi, au chômage entretenu.

UNE POLITIQUE A REFUSER ET A DENONCER

Les syndicats du personnel des Centres de l'A.F.P.A. ont vivement dénoncé cette politique et ont tenté d'alerter l'opinion. En Bretagne, les mesures gouvernementales de sabotage d'un Service public à gestion paritaire sont tout particulièrement ressenties par les travailleurs et les jeunes :

— **Le personnel des Centres de Bretagne, dont certains membres sont menacés de licenciement, soutenus par les stagiaires, a fait une longue grève** pour obtenir non seulement la garantie de l'emploi, mais aussi la défense d'un Service public qui est au service des travailleurs.

— **Les Centres de F.P.A. situés en Bretagne sont particulièrement menacés.** D'ailleurs, il existe fort peu d'entreprises locales suffisamment importantes pour créer des Centres privés de formation et les usines-pirates préfèrent n'employer que des manœuvres, les cadres venant d'ailleurs. Le risque est donc grand pour les paysans chassés de leur terre par la concurrence de l'agriculture capitaliste des régions riches, pour les jeunes en quête de formation, pour les ouvriers cherchant une reconversion après la fermeture de leur usine (Forges d'Hennebont, etc...), de devoir quitter la Bretagne pour trouver un Centre de F.P.A. qui les adapte aux besoins en main-d'œuvre de la région parisienne ou de l'Europe rhénane.

UN ASPECT DE NOTRE COMBAT

Dès lors qu'il n'y aura plus de formation professionnelle en Bretagne, c'est comme manœuvres que les jeunes Bretons, les ouvriers et paysans « reconvertis » de notre pays, devront aller renforcer le sous-prolétariat parisien ou rhénan, sans espoir de retour.

Ce dont les travailleurs bretons ont besoin, c'est d'une politique dynamique de contrôle et d'organisation du marché de l'emploi en Bretagne, fondée sur le développement économique et social du pays. Il est clair qu'eux seuls peuvent souhaiter et réaliser une telle politique.

Ils doivent dénoncer cette « nouvelle société » sans dignité, sans liberté, sans pays, que leur propose le capitalisme ;

— **défendre l'A.F.P.A., Service public menacé ;**

— **exiger les moyens politiques qui leur permettront de vivre décemment en Bretagne.**

J.-J. MONNIER.

CARNAVAL

J'ai toujours aimé les défilés, les « chars » de carnaval parce que c'était la seule occasion offerte au peuple de créer. Chars artistiques, chars humoristiques, n'était-ce pas la seule fois de l'année où l'ouvrier, l'employé, le commerçant se révélait comme d'authentiques artistes ? C'était en même temps un travail en équipe où même la grand'mère et l'enfant pouvaient collaborer.

Les carnivals en Bretagne révèlent hélas autre chose de plus profond.

C'était — j'en ai déjà parlé (1) — un carnaval d'Auray, en 1925. Dans une cage à fauves (une vraie), une cinquantaine de paysans et de paysannes, tous en costume breton d'Auray, se pressaient aux barreaux essayant de saisir l'immonde morceau de

sente des Bretons en cage. Nous connaissons assez sa hargne anti-bretonne pour le savoir, mais parce que parmi les F.L.B., on avait mis pour y faire plus vrai, des curés en soutane.

Cette année à Auray, on lance un grand carnaval, le plus beau de tout l'« Ouest » évidemment. On rénovent le carnaval mais les participants, eux, ne se rénovent pas. Chupens, chapeaux à guides, paille dans les sabots, voici des « hippies bretons », « drogués au sarrasin », « drogués au chuchon ».

Serait-ce pour rappeler que drogués ou pas, trois lycéens de Lorient se sont suicidés cette année ?

Et puis voici l'inévitable « retour de foire » : costume breton — toujours —, paille dans les sabots — toujours —, on



Le Carnaval d'Auray.

Cliché « Le Peuple Breton »

bidoche qu'un dompteur, de la rue, leur tendait au bout d'une fourche. Je rappelle qu'à cette époque toute la campagne portait le costume. Et bien sûr, la foule d'Auray, c'est-à-dire des gens qui tous avaient une ascendance rurale, applaudissait en riant. Quel succès ! des « pèsans » bretons ! en cage !

En 1950 ou 51, j'assistai par hasard à Saint-Yvi, en Cornouaille, à un autre défilé. Le groupe qui eut le plus de succès, ce fut un cultivateur de la paroisse, portant son propre costume et menant un âne muni de deux hauts-parleurs. Sur la pancarte « Radio-Quimerc'h ».

Dix ans plus tard à Auray, un paysan, toujours en costume breton bien sûr, revenant de la foire avec sa vache et de temps en temps, il lui levait la queue pour sentir dessous !

En 1968 à Locminé, deux déguisés — sans masques — en impeccable uniforme allemand sortent d'une auto style 1944, et la mitrailleuse à la main, demandent à la foule : « papier ».

Et personne ne proteste, pas même quand le groupe passe non loin des écoles publiques, là où en 1944, la Gestapo tortura les résistants avant d'en fusiller certains.

En 1969, bonne nouvelle ! des Bretons ont lutté pour leur pays, ils sont en prison ? à Locminé toujours, on s'empresse d'en faire un char. Dans une cage — encore — des F.L.B. s'agitent. Seulement, là, on ne défilera pas, M. le Député l'interdit. Oh ! faisons confiance à M. l'Abbé Laudren, ce n'est pas parce qu'on y repré-

senté grotesquement une vache à la foire... « Ben quoi ! c'est carnaval, on rigole, pas de quoi s'en offusquer », me clament-ils. Je voudrais bien moi aussi rigoler, mais le rire se bloque.

Ça ne vous frappe pas, vous, que c'est toujours des mêmes qu'on se moque, à savoir les paysans qui symbolisent la Bretagne ?

Ça ne vous frappe pas qu'un peuple éprouve toujours le besoin de se ridiculiser ? Comme s'il voulait à tout prix rejeter cette part maudite qui est en lui, sa nationalité ?

Il n'y a que chez nous qu'on voit cela. Ce masochisme, puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, me prouve une fois de plus ce que nous clamons ici, la profonde aliénation de notre peuple.

Cette année pourtant, signe des temps, des jeunes cultivateurs ont été choqués qu'on se moquât d'eux.

Ils ont voulu protester dans le journal local, mais le correspondant n'a pas voulu passer leur article.

C'est pour autant un « bon breton », mais il n'a pas voulu sans doute choquer les autres « bons bretons » plus ou moins organisateurs du carnaval.

Ils n'ont pas encore compris cette chose élémentaire que le combat pour la Bretagne commence d'abord par le respect de son peuple.

Sten KIDNA.

(1) Voir le P. B. n° 27.

Décentralisez-vous à Paris !

(suite de la page 6)

chiffre 4 000 ou 5 000 ; mais dans le titre, seul le 5 000 demeure. La lecture d'« Ouest-France » fait apparaître que ce chiffre comprend les 1 200 (ou 1 500, ou 2 000 ?) emplois d'Ericsson.

Quelle est la nature de ces emplois ? Le préfet Hosteing (qui s'était déjà illustré en octobre 69 en annonçant pour le port-pétrolier-relais-raté que les études étaient arrivées à un stade tel que des décisions étaient prises) le laisse entendre dans une déclaration que le « Télégramme » reproduit : Il s'agit d'emplois qui seraient créés par la rationalisation de la production porcine. Pourquoi ? Comment ? Hosteing ne le dit pas, et prévoyant les objections, il proteste : « C'est un objectif (5 000 emplois) que je ne crois personnellement nullement déraisonnable ».

On mesure à cette phrase la fragilité des certitudes du « Télégramme », mais

chez le préfet également, il s'agissait d'essayer de désamorcer la journée syndicale du 27 mai.

Les emplois qui seront créés, même peu nombreux, sont acceptés avec joie par les travailleurs bretons, qui sont décidés à ne pas laisser les nouveaux-venus agir en « usines-pirates ».

Mais ils savent également que ces cautères sont insuffisants à rendre la santé économique à la Bretagne. Les seules solutions sont politiques.

En attendant, dame-décentralisation poursuit son chemin à une vitesse voisine de zéro. Son dernier gag ? « Le Monde » du 19 mai publie un encart de deux colonnes de la commune de Sarcelles (95) à 12 km de la Tour Eiffel, qui a aménagé une zone industrielle avec ce slogan :

« Décentralisez-vous sans quitter Paris ». J. G.

LIBRAIRIE CELTIQUE

Envoi de catalogue sur demande
Livres anciens et modernes
Régionalisme
Achat de lots et bibliothèques
108 bis, rue de Rennes
PARIS (6^e)

LES RÉGATES

— Snack - Bar —
Dans un cadre agréable...
...Service à toute heure
(FERMETURE LE SAMEDI)
94, avenue du Mail
RENNES - Tél. 59.10.82

« BRETAGNE » par YVES LE GALLO

Voici le premier livre sur la Bretagne où notre pays est vu de l'intérieur. Il ne s'agit pas d'un livre pour touristes — encore que les touristes pourrissent en faire le meilleur profit —, mais une sorte de vade-mecum en prose où les Bretons se reconnaîtront, apprendront à se connaître, à regarder leur pays en profondeur, non plus seulement les calvaires, quelques paysages sélectionnés, mais l'infinie variété des types humains, des visages, des anses, des vallées, de la couleur et l'odeur des feuilles, de l'herbe.

Ecoutez comment il chante les chemins creux : « Il en est qui, contenus entre les hautes berges des talus, ont une étroitesse de défilés; les charrettes les ont façonnés à leur gabarit; aux temps de fenaison et de moisson, on y entendait grincer l'effort de l'essieu lorsque, plongeant dans le gras de l'ornière, elles se redressaient d'un coup de rein pour prendre ensuite de la gîte sur un mauvais dos de rocher, abandonnant aux têtards de chène et aux ronces des efflochures de paille ou de foin... Tous, creusés par les sabots des chevaux et des troupeaux, ravinés par les pluies et les ruisseaux, garnis d'humus, noués de racines, mouchetés de taches de soleil en juillet, emplis de froides vapeurs en novembre, tous, très vieux, enchantent et inquiètent ».

Dans une magistrale introduction, Yves Le Gallo explique pourquoi il a été amené à délaissier quelque peu la Haute Bretagne — ce qui ne manquera pas de faire grincer les dents de nos amis gallois —, et surtout, dans un raccourci saisissant, il nous donne la clef du problème breton :

D'un côté, « il existe au bord de l'enclos paroissial de Plozévet, en Cornouaille de la baie d'Audierne, dans l'ensemble composite qui commémore les sacrifices des deux guerres, une dalle posée à plat sur le sol. Une croix de fer, dont les branches s'articulent aux sommets d'un losange, s'y trouve scellée. On lit, dans le granit, l'inscription : DA GARET HON EUS GRET, BRO C'HALL, BETEC MERVEL — Nous l'avons aimée, ô France, jusqu'à mourir ».

Il y a, de l'autre côté, « ces grands panneaux qui se dressent à l'entrée des villes, bourgs et même bourgades et qui disent aux industriels de Paris — en est-il d'ailleurs ? : « Installez-vous ici, dans l'algue ou le genêt. On vous paiera pour cela. Ne nous laissez pas mourir ». Les grands panneaux hagards se dressent toujours sur leurs béquilles pourries, mais la peinture pleure dans le ruissellement de la pluie et les lapins cabriolent sous la lune parmi les touffes et les fourrés des zones industrielles ».

« Entre les monuments funéraires et ces plaques mortuaires, il y a toute la distance du malaise breton ». Le peuple breton, après s'être sacrifié avec une rage absurde pour des intérêts qui n'étaient pas les siens, mendie aujourd'hui les miettes tombées de la table du banquet de la consommation.

Les Bretons réalisent aujourd'hui la mesure de la duperie dont ils sont les victimes, car l'industrialisation tant promise ne se fait pas, et on supprime les emplois par centaines et par milliers d'un bout à l'autre de la péninsule. A moins d'un sursaut, heureusement déjà amorcé, le peuple breton est menacé d'extinction : économie pillée, jeunesse déportée, langue assassinée, jeunes et paysans sévèrement exploités par des firmes colonialistes. En ce moment, le peuple breton ne vit plus, il végète et s'étiolle.

Malgré les qualités extraordinaires de « Bretagne », d'Yves Le Gallo, le lecteur du Peuple Breton hésitera à l'acheter, à moins d'être fortuné. En effet, cet ouvrage se présente sous l'aspect d'un luxueux album, rempli de très belles photos, mais d'un prix peu abordable pour la plupart d'entre nous (1). Si l'éditeur avait eu le souci du lecteur modeste, et non celui de ses seuls bénéficiaires, qui doivent être coquets, il aurait eu à cœur de publier ce livre exceptionnel en collection ordinaire. Il n'est peut-être pas trop tard, car « Bretagne » est de ces ouvrages qui résistent au temps.

J. R.

(1) Arthaud, éditeur. 100 F.

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

« J'ai envoyé hier matin, un mandat à votre C.C.P. pour m'abonner au journal du parti, puis-je c'est en fait le seul moyen d'être informé de la situation réelle de la Bretagne; ceux qui prêchent une position favorable au colonialisme finiront bien par être traités comme ils le méritent, et ceux qui prêchent une unité de façade ne peuvent mener le pays et le peuple qu'à la désillusion; des choix clairs, une action politique dynamique sont les seuls garants de la victoire. En pensant à ma prochaine adhésion à « Galv » et au parti, je voudrais mettre l'accent sur un aspect de l'action bretonne qui me semble primordial, celui de la libération de l'expression bretonne dans les techniques modernes de l'expression populaire, je pense tout particulièrement et à titre d'exemple, au cinéma. Je crois qu'il serait bon de ne plus penser seulement langue bretonne, mais aussi parole bretonne, même si cette parole est en langue française. Il y a des baillons à faire sauter, ce n'est ni en soufflant dans un biniou, ni en nous déguisant les dimanches d'été pour les touristes, que nous y parviendrons. Il faut débarrasser la Bretagne de tous ses complexes de colonisé, y compris ceux dont certains Bretons se réclament, NON à la Bretagne des touristes! NON à la Bretagne de la mendicité plévenienne!

Il faut donner à notre peuple la conscience nette qu'il n'est pas moins capable qu'un autre sur la scène internationale ».

J. M., Le Havre.

« Je vous adresse mes félicitations pour vos

efforts et votre action en vue d'éclairer objectivement l'opinion bretonne de ses problèmes actuels.

Problèmes graves puisque vous démontrez chaque mois la dégradation soutenue de la Bretagne.

Triste bilan qui devrait nous ouvrir les yeux d'un plus grand nombre de nos compatriotes.

L'Etat français ne cesse, en effet, par ses manœuvres sournoises, de métamorphoser, à son gré, notre pays en désert ou parcs naturels, pour y créer ses bases militaires, ses terrains de loisirs pour tous, une classe de privilégiés, comme chaque régime en secrète.

Devant une situation qui s'annonce catastrophique, l'union de tous s'avère indispensable. Il est difficile de condamner l'action du F.L.B. qui a eu le mérite de réveiller bien des consciences.

Le choix, aujourd'hui, est clair : disparaître ou vivre libre. Disparaître, c'est l'enlèvement, c'est perdre à jamais une culture qui est nôtre, nos mœurs et coutume.

Vivre libre — c'est être enfin nous-mêmes; c'est le besoin de gérer nos affaires — c'est progresser vers plus de progrès, plus de justice — c'est refaire la Bretagne en lui redonnant sa physiologie de nation.

Pour ce faire, toute lutte de clan est à bannir, car elles sont néfastes pour tous, et divisent les énergies. L'unité, dès lors, est la priorité des priorités. Le sectarisme, l'apanage de certains politiciens français, est à rejeter, car il n'engendre que l'inefficacité — But recherché et entre-tenu par le gouvernement français depuis trop longtemps »...

J. H., Clerville-Larue.

Chronique internationale

PÉTROLE ET LUTTES DE LIBÉRATION DANS LE GOLFE PERSIQUE

Un conflit s'apaise au Moyen-Orient, celui des Kurdes (1), un autre menace d'éclater dans le Golfe Persique ou Arabique (2), ce paradis du pétrole où, au cours des prochains mois, vont s'affronter progressistes arabes et gouvernements réactionnaires soutenus par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. De Téhéran, F. Kerfraval fait le point des difficultés que rencontrera cette région du globe après le prochain retrait des troupes britanniques.

L'optimisme est à son apogée. De Qatar, de Dubaï, de Charjah, d'Abou-Dhabi, cheik et émirs viennent à Téhéran rechercher la « protection naturelle » de l'Iran. Un an avant le départ des colonisateurs anglais, présents depuis 150 ans, le Golfe Persique s'agite : les souverains locaux enrichis par l'or noir se préparent à mettre en place une Fédération des Emirats du Golfe (F.E.G.). Ses objectifs ? Assurer la stabilité politique de la région et lutter contre les mouvements de subversion locaux.

LE LIT DE LA REINE

De cette fédération, l'Iran a fait « son affaire ». Le Chah aspire à sauter en 1971 dans le lit encore chaud de la reine d'Angleterre...

L'ultime obstacle à la constitution de la fédération était Bahrein, un archipel du golfe revendiqué par l'Iran. Pour régler ce problème, la diplomatie iranienne s'est surpassée. A la surprise générale, le gouvernement de Téhéran et la Grande-Bretagne ont demandé à l'O.N.U. de sonder les vœux des habitants de Bahrein. Ils voulaient l'indépendance. Ils l'ont depuis le mois dernier... Et le monde d'admirer la sagesse du Chah qui fait confiance à l'O.N.U. pour régler les conflits locaux...

Mais, que s'est-il passé dans les coulisses ? Car c'est là que tout se jouait, non dans le sondage rapidement organisé dans l'archipel.

L'Iran a tout simplement échangé Bahrein contre trois îles du détroit d'Ormouz qui commande l'entrée du Golfe Persique. Il y a quelques semaines, leur occupation par les forces iraniennes a été annoncée par un journal de Koweït. L'ancien possesseur des lieux, le cheikh de Charjah a publié un démenti...

Aménagées militairement par les Etats-Unis, ces îles vont devenir des bases stratégiques importantes. Les ba'assistes d'Irak et les mouvements de libération n'ont qu'à bien se tenir !

A L'EST DE SUEZ

Cette réussite diplomatique n'a été possible que grâce à la complaisance des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Obligée pour des raisons d'austérité de retirer ses troupes installées « à l'est de Suez », la Grande-Bretagne compte cependant y maintenir son influence politique, notamment à Bahrein. Pour cela, il faut laisser en place les féodaux locaux : c'est le but de la Fédération des Emirats. Ainsi, les Britanniques se retireront la conscience tranquille.

Quant aux Etats-Unis, leurs intérêts sont évidents. Une région qui contient 40 % des réserves mondiales de pétrole DOIT être calme : c'est l'avis des compagnies pétrolières américaines qui contrôlent le marché. Or, maoïsme et pétrole font rarement bon ménage (3). Les Etats-Unis ont trouvé un chien de garde : l'Iran.

Mais ce chien n'est pas décidé à rester à la niche. Téhéran cherche des débouchés pour son industrie naissante : les émirs sont riches... Cependant, pour être plus tranquille, il était préférable de se mettre d'accord avec le puissant voisin israélien pour qui les révolutionnaires arabes sont tout aussi dangereux. Ce fut fait il y a deux mois dans les coulisses de la conférence islamique de Djeddah qui, réunie pour soutenir le peuple palestinien, vit le succès des conservateurs arabes. Les pays réuc-

tionnaires savent très bien utiliser la religion à des fins politiques.

Reste l'Irak, trop « soviétisé » au goût des protecteurs occidentaux. Mais ce n'est qu'une difficulté mineure : la violence ba'assistie accentue l'isolement de ce pays. Et, qui sait, un coup d'Etat (un de plus) d'extrême-droite pourrait peut-être arranger les choses...

SAINTE-ALLIANCE

Voilà. Les pions sont placés. Au départ des Anglais, tout devrait bien se passer, pour le plus grand profit de l'impérialisme et des conservateurs arabes ou iraniens.



Des émirats du golfe, Koweït est celui qui fournit le plus de pétrole. Il est le plus connu, avec ceux de Charjah, d'Abou-Dhabi, de Dubaï, qui se trouvent sur la Côte des Pirates (ou Côte Truciale).

Mais, c'est compter sans le peuple arabe qui n'accepte pas ces règles du jeu truquées. En 1965, le prolétariat naissant de Bahrein s'est déjà soulevé contre son cheik, et surtout, depuis 1968 un Front de Libération du Golfe Persique a commencé à lutter contre les autocrates des émirats.

Ces nationalistes (nassériens ou prochinois) veulent, eux aussi, un regroupement. Mais ils refusent cette « sainte-alliance » à l'odeur de pétrole. La lutte de libération n'a de sens que si elle s'étend à tout le golfe. C'est ce qu'ont compris les marxistes-léninistes d'Oman et de Mascate qui s'approprient à étendre la guérilla à d'autres zones que celle du Dhofar, où ils sont déjà très bien implantés.

Ils ont pour les soutenir le jeune régime marxisant du Sud-Yemen, et aussi l'appui matériel de la Chine. En contrepartie, la Grande-Bretagne fournit au sultan de Mascate des avions et du napalm.

Les Britanniques ont laissé entendre que si la situation ne s'améliorait pas, ils ne se retireraient pas de cet émirat. Et si cette situation s'étendait à tout le Golfe ?

L'« ère nouvelle » du Golfe Persique semble bien compromise ayant même sa naissance. Ou les Anglais s'y maintiennent par la force des armes au risque d'une grande lutte de libération, ou ils se retirent, et laissent dans le monde un nouveau point chaud. Malgré tous les efforts, l'ordre réactionnaire ne règnera pas demain au pays des Mille-et-une-nuits.

F. KERFRAVAL.

(1) Voir le « Peuple Breton », n° 79.
 (2) Par commodité, nous emploierons toujours « Golfe Persique ».
 (3) Nous assistons actuellement à un véritable rush des sociétés américaines et britanniques dans les émirats à la recherche de « concessions pétrolières et minières ».

COTES-DU-NORD

UN BILAN CATASTROPHIQUE.

En 1969, et pour le premier trimestre de 1970, le département des Côtes-du-Nord a connu 20 fermetures d'entreprises pour seulement 5 ouvertures. Les premières ont abouti à plus de 450 licenciements tandis que les secondes n'aboutissaient à créer que 75 emplois. Par « petites régions », le bilan est éloquent :

- Saint-Brieuc : 6 fermetures, pas d'ouverture.
 - Lamballe : 1 fermeture, pas d'ouverture.
 - Loudéac : 5 fermetures, 1 ouverture.
 - Dinan : 2 fermetures, 2 ouvertures.
 - Lannion : 2 fermetures, pas d'ouverture.
 - Guingamp : 4 fermetures, 2 ouvertures.
- Dans bon nombre d'entreprises existantes, les bas salaires, le chômage partiel et les pratiques anti-syndicales sont la règle. L'émigration s'accroît, sur place, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 22 ans a plus que doublé, passant de 232 à 472 au cours du 4^e trimestre de 1969, sans compter les nombreux jeunes chômeurs non recensés.

En quantité et en qualité, l'industrialisation du département s'apparente à celle d'un pays misérable et sous-développé comme le Portugal.

REGRESSION DEMOGRAPHIQUE.

De 1962 à 1968, la population du département ne s'est accrue que de 0,7 %, malgré un excédent des naissances sur les décès de 2,3 %. Le taux de mortalité global est de 13,2 pour 1 000, très supérieur à la moyenne française (11) à cause du vieillissement. Le taux de natalité est aussi inférieur (16,9) à la moyenne hexagonale (17,1), malgré une fécondité plus forte. L'émigration s'est développée à un tel point chez les jeunes que la natalité élevée, trait traditionnel de la Bretagne, n'est plus qu'un souvenir.

GUINGAMP.

— **Licenciements.**
L'entreprise OFFRETS a décidé de licencier près de 37 ouvriers à la suite du manque de travail, dû essentiellement aux restrictions de crédits pour la construction. Le Conseil général n'a pu que voter le refus de réaffectation de ces crédits et le maire, pompidolien, a promis de faire son possible : on attend encore les résultats.

— Travail ralenti aux Etablissements Julienne.

Les 80 ouvriers payés à la pièce n'effectuent plus que quatre jours de travail hebdomadaire, sous le singulier motif invoqué par la direction : pénurie de fil ! qui masque en fait des difficultés dont le personnel n'est pas dupe.

TRAITIERS DE SABLE DANS L'ESTUAIRE DU TRIEUX.

Le projet d'implantation d'une entreprise de rebondir bientôt, car c'est la profession de 150 sabliers qui est en jeu. Trois employés suffiront à la bonne marche de la nouvelle usine. Que deviendront les autres ? En attendant, la Société a cotramat, forte de l'appui préfectoral, a des chances d'arriver à ses fins.

GLOMEL : Suppression d'un poste d'instituteur.

L'inspection académique a décidé de supprimer, en cours d'année scolaire, l'un des deux postes d'instituteurs de Saint Michel. Le conseil municipal a protesté, affirmant que l'effectif des élèves justifiait la présence de 2 instituteurs : la suppression est maintenue.

LANNION : H.L.M. en mauvais état.

Les locataires de H.L.M. de la Z.U.P. de Lannion (512 appartements) se sont constitués en comité de défense : certains logements, vieux de 4 ans seulement, ont des infiltrations d'eau importantes, provoquant l'inondation de chambres lors des pluies. Les réclamations n'ont eu aucune suite. L'office départemental des H.L.M. manque de ressources et les entreprises adjudicatrices ont saboté le travail en réalisant des bénéfices scandaleux, aux dépens des familles modestes.

PLEDRAN : pas d'école !

L'ouverture du groupe scolaire de La Housaye était prévue pour la rentrée de septembre. En raison des restrictions de crédit, c'est simplement l'ouverture des travaux qui est envi-

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

sagée pour cette date. Comme 150 appartements de H.L.M. doivent être livrés en septembre, on se demande où iront les enfants de cette commune-dortoir, l'école publique du bourg étant beaucoup trop petite.

FINISTÈRE

ENSEIGNEMENT MENACÉ.

Le gouvernement envisage de fermer 200 classes et écoles primaires dans le Finistère, malgré l'avis du personnel et des parents d'élèves. Comme dans les Côtes-du-Nord, aucune ouverture nouvelle de classe en milieu rural n'est à espérer.

A Brest, où 35 ouvertures étaient demandées, la liste officielle exige la fermeture de 68 classes. Actuellement, 15 classes fonctionnent à l'école primaire du Polygone : si les décisions ministérielles sont appliquées à la rentrée prochaine, 6 vont disparaître. Il en est ainsi dans la plupart des écoles.

BREST

— **Le pouvoir est inquiet.**
70 prêtres de la région bretonne se sont réunis pour réfléchir sur la situation économique et sociale de ce secteur, « capitale du chômage ». Auparavant, pour tenter d'éviter cette rencontre, les pouvoirs publics avaient fait pression sur l'évêché pour que des parlementaires (ils sont tous néo-gaullistes) soient admis à la réunion ou bien qu'elle n'ait pas lieu. Deux parlementaires, devant le refus des organisateurs, envoyèrent une lettre aux congressistes pour leur « prouver » (sic) que les problèmes des travailleurs bretons n'étaient pas de la compétence des ecclésiastiques !

— **Opération publicitaire manquée.**
A l'occasion de la « semaine » du pétrolier « Emerica », auquel assistaient beaucoup de personnalités officielles et de notables aux ordres, la F.D.S.E.A. et le C.D.J.A. du Finistère ont protesté avec véhémence contre cet affront, cette provocation qui n'est qu'une opération publicitaire. Ils ont dénoncé les promesses non tenues et la situation économique et démographique catastrophique du département et affirmé la nécessité d'une action vigoureuse. A cette occasion aussi, les travailleurs du port ont débrayé à l'appel de la C.G.T., en présence de forces de police très importantes, pour protester contre le chômage de 2 500 ouvriers, le départ des jeunes, le marasme permanent du port. De plus en plus, les travailleurs ne croient plus aux fausses promesses du pouvoir.

LESNEVEN : Un syndicaliste inculpé.

Le président de la commission « structures » du Centre départemental des jeunes agriculteurs, M. Gourmelon, s'était associé avec un groupe de 120 agriculteurs, à la vente aux enchères de 9,5 hectares d'une ferme qui en possédait 18, pour protester contre le démembrement d'une exploitation cultivée par un fermier et demander qu'il n'y ait pas d'enchères au-dessus du prix proposé. Le propriétaire a déposé une plainte. M. Gourmelon a été inculpé d'entrave à la liberté des enchères. Il risque jusqu'à 3 mois de prison. Dans la France de Pompidou, qui défend la justice se met hors la loi.

SCRIGNAC : Terre de vieillards.

Le dernier recensement a montré que la commune a perdu plus du tiers de sa population depuis 1946, en passant de 2 558 à 1 687. Les agriculteurs, de moins en moins nombreux, se sont tournés vers l'élevage extensif. L'école a produit un grand nombre de diplômés rapidement exportés, l'industrie étant totalement absente de la commune. C'est un bon exemple du vieillissement catastrophique du centre de la Bretagne. L'ensemble du canton du Huelgoat a perdu 28 % de sa population en 22 ans ; Botmeur : 45 % ; Locmaria-Berrien : 43 % ; La Feuillée : 38 % ; Plouyé : 37 %, etc...

QUIMPER : Chômage.

3 800 chômeurs, pudiquement appelés « demandeurs d'emploi » sont actuellement inscrits à « l'agence nationale pour l'emploi » de Quimper, service d'exportation de la main-

d'œuvre bretonne. Comme beaucoup de jeunes sont chômeurs et ne s'inscrivent pas à cette agence, celle-ci a décidé de lancer une « opération de détection » en leur direction, afin que les patrons des « régions » riches de l'Hexagone connaissent leur existence.

GREVES DANS LA CONSERVERIE SUD-FINISTÉRIENNE.

Le 10 mai, les 262 ouvriers et ouvrières des usines Saupiquet à Quimper décidaient de commencer une grève illimitée. Comme des discussions avec la direction n'avaient rien donné depuis février dernier, ils passèrent à l'action. Ils demandaient un rattrapage de leurs salaires — les plus bas du département — en deux temps : d'abord immédiatement une augmentation de 10 %, puis à partir du 1^{er} septembre 1970, une nouvelle augmentation de 3,90 %, ce qui amènerait au 1^{er} décembre prochain les salaires des plus basses catégories à 4 F.

Puis la grève s'est étendue à d'autres conserveries : la « Coop » de Carhaix, la C.I.N.A.L. de Pont-l'Abbé, Coat-Kaer à Quimperlé...

Un millier de leurs ouvrières et ouvriers manifestaient le 15 à Quimper, à l'occasion de la réunion publique organisée par la conserve qui devait aborder la question des salaires. La manifestation débuta par un meeting, qui fut suivi d'un défilé en ville et d'un regroupement devant la Chambre de Commerce où se tenait la commission paritaire.

Les revendications étant en partie satisfaites, le travail reprenait après la Pentecôte.

A noter que le 15 mai, les ouvriers de la C.I.N.A.L. (Compagnie industrielle alimentaire de Pont-l'Abbé) se mettaient en grève, se joignant au personnel déjà en grève de Saupiquet de Quimper, leurs objectifs étant les mêmes : rattrapage des salaires.

ILLE-ET-VILAINE

CONTRE LA LIQUIDATION AGRICOLE.

Le C.D.J.A. n'a pas rencontré le ministre français de l'agriculture lors de son passage à Rennes. Il lui a adressé une lettre dans laquelle il rappelle la situation dramatique de l'emploi en Bretagne (officiellement, 11 091 chômeurs pour 4 départements). Il critique aussi la restriction des crédits pour le remembrement en Bretagne et déplore la part énorme prise sur le « Fonds d'organisation régionale des marchés agricoles (FORMA) par l'abattage des vaches laitières (1/4) et la non-commercialisation du lait (plus du 1/3). Dans la ligne du rapport Vedel, le pouvoir prépare la liquidation de l'agriculture bretonne, en par la Bretagne.

RENNES : Grèves.

— Devant le refus de la chambre patronale du bâtiment de faire de nouvelles propositions, les travailleurs de la Société Rennaise de Préfabrication arrêtent le travail.

— Un débrayage a eu lieu à l'imprimerie Oberthur. Absorbée par le groupe Chaix, l'entreprise rennaise continue à verser à ses employés des salaires très inférieurs à ceux des usines parisiennes du groupe.

LOIRE-ATLANTIQUE

FORAINS BRETONS.

Les forains de Loire-Atlantique se sont réunis à Nantes. Ils ont demandé à se séparer de la région « Pays de Loire », comprenant la Sarthe, la Mayenne et le Maine-et-Loire et ont réclamé avec insistance leur rattachement à la Bretagne.

NANTES.

— **Faillite.**
La coopérative de Loire-Océan (Nantes) va cesser ses activités le 30 juin. Elle emploie 250 personnes. Une petite partie du personnel seulement pourrait être reclassée par la coopérative agricole d'Anctens.

— **Les employés de commerce bougent.**
Après deux commissions paritaires, devant la faiblesse des propositions patronales, une grève

d'avertissement a eu lieu. Elle a été suivie de 80 à 100 % selon les magasins.

GUERANDE : Victoire ouvrière.

A la C.T.O., après une grève de la très grande majorité des travailleurs, un accord a été conclu pour une augmentation immédiate de 0,21 F de l'heure. De nouvelles discussions auront lieu en octobre.

SAINT-NAZAIRE : Succès ouvrier.

Après une grève, les travailleurs de la « Galvanisation » ont obtenu une série d'augmentations horaires : 0,19 à 0,21 F à compter du 1^{er} avril et une augmentation comparable au 1^{er} octobre.

PONTCHATEAU : Cours agricoles supprimés.

Pour justifier la suppression des cours agricoles, le sénateur maire de droite affirme que les résultats observés à toujours refusé de construire des bâtiments corrects. Le gouvernement ne proposait qu'une subvention dérisoire.

MOR-BIHAN

SAISONNIERS NOMBREUX.

500 travailleurs du Mor-Bihan se sont inscrits pour l'arrachage des pommes de terre à Jersey, soit plus que dans les Côtes-du-Nord (450) et le Finistère (200). Ce nombre aurait été encore plus élevé, mais certains candidats habituels ne sont pas encore rentrés de la « saison » de plantation des pommes de terre. Les plus âgés ont plus de 73 ans. Les « meilleures zones de recrutement sont les cantons particulièrement défavorisés de Cléguérec, Baud et Gourin.

VANNES : Solidarité paysans-ouvriers.

Le bureau du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs du Mor-Bihan a pris acte de la détérioration de l'emploi en Bretagne, notamment dans le pays de Redon. Il s'est déclaré solidaire de la lutte des travailleurs de l'entreprise Garnier pour la garantie de l'emploi. Il a conclu en se déclarant « prêt à soutenir et à maintenir à toute action des ouvriers visant à maintenir sur place leur outil de travail (usine) ».

HENNEBONT :

— **Liquidation des Forges.**
Au moment de la fermeture, un groupe d'ouvriers avait été affecté à la liquidation. On leur avait promis un emploi lorsque celle-ci serait achevée. Ces 14 ouvriers vont maintenant s'ajouter à la trentaine d'anciens ouvriers encore sur place et en chômage. Au total, près de 12 % des anciens travailleurs de l'usine sont inscrits au chômage. Sur les 311 employés à la fin de la période d'activités ralenties, seuls 115 ont été reclassés, les autres ayant été mis en retraite (42) ou en pré-retraite (127) ou au chômage (47). L'Etat, qui a pris l'initiative de la fermeture pour favoriser l'établissement d'un monopole du fer blanc, n'a donc pas assuré le reclassement complet des licenciés comme il l'avait promis.

— Licenciements.

Les établissements BRAFF, spécialisés dans la confection, ont licencié 49 de leurs 300 employés. Il s'agirait de « difficultés saisonnières ».

ARRADON : La situation des employés de maison.

Les employés de maison C.F.D.T. d'Arradon ont fait le point de leur situation, dont nombre d'éléments sont particulièrement choquants : les horaires dépassent 54 heures par semaine, sans compensation, ni en salaire, ni en repos. Le repos hebdomadaire n'est pas accordé bien que la loi prescrive une après-midi et une journée de repos. Les primes d'ancienneté légales ne sont pas accordées. Beaucoup n'ont pas le droit de quitter la maison des employeurs après le travail : les « maîtres » sont partout les mêmes...

Imprimerie Commerciale Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 5 000 ex. — Dépôt légal 2^e trimestre